

REPUBLIQUE DU MALI

.....
UN PEUPLE - UN BUT- UNE FOI

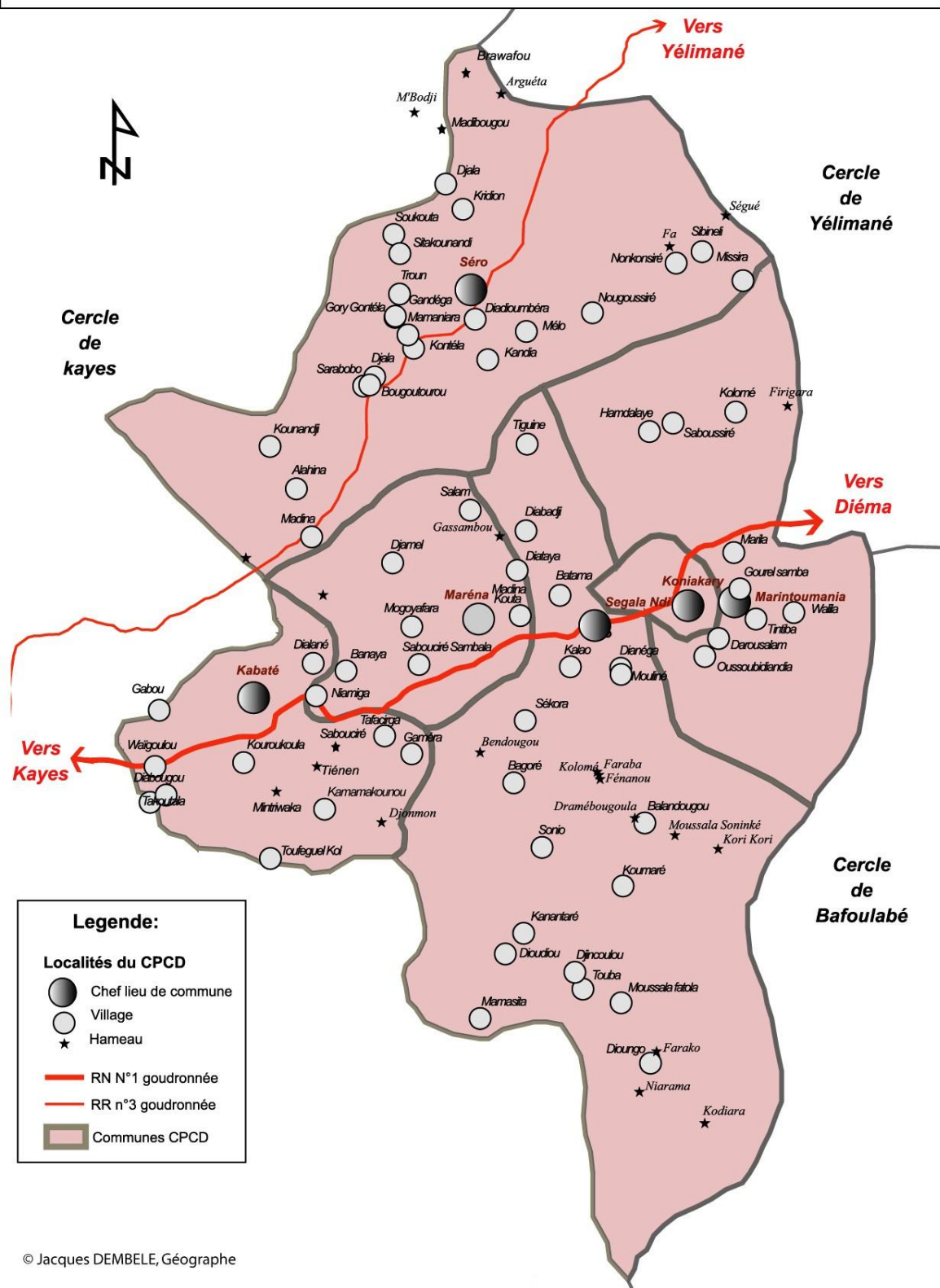
COMITE DE PILOTAGE DES COMMUNES DU DIOMBOUGOU

Le Plan de Développement Intercommunal

**Un outil important pour la gestion
des six communes du CPCD**

**Elaboration Méthodologique :
Jacques DEMBELE, Consultant
[Janvier 2012]**

CARTE ADMINISTRATIVE DU CPCD



PREFACE :

Le présent document constitue le Plan de Développement Intercommunal (PDI), un outil important pour la gestion des six communes du Comité de Pilotage des Communes du Diombougou (CPCD). Il traduit nos préoccupations premières et la façon dont nous, populations de l'intercommunalité pensons résoudre les problèmes que nous vivons au quotidien. C'est le fruit d'un travail itératif et participatif qui a vu l'ensemble de la population de la commune mobilisé à l'identification de nos problèmes et proposer nos solutions d'amélioration.

Le Secrétariat exécutif du CPCD a fait appel à des ressources humaines ayant des expériences dans le domaine de la planification du développement local pour hiérarchiser l'ensemble des problèmes afin d'établir un plan d'investissement pluriannuel à partir duquel nous avons puisé le plan d'action 2012.

Les avis des groupements, associations, services techniques et citoyens ainsi que de l'assemblée générale du CPCD ont été pris en compte au travers des diagnostics menés.

Des travaux de groupe ont été organisés entre techniciens et élus municipaux de l'intercommunalité. A cela s'ajoute la restitution avec tous les acteurs de l'intercommunalité en assemblée générale. C'est donc un travail consensuel, participatif et véritablement constructif qui reflète la volonté collective et l'expérience partagée de notre association.

C'est désormais à lui que nos amis et nos partenaires au développement doivent se référer lorsqu'ils veulent sincèrement nous aider. Nous avons veillé à ce que ce plan, qui s'inscrit dans une vision globale, soit en cohérence avec le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR). Cette vision tient compte des politiques sectorielles de l'Etat dont la mise en œuvre se fait à travers les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat et les programmes et projets d'appui en cours dans les six communes au moment de l'élaboration de ce PDI.

Nous avons aussi considéré les actions dans la durabilité pour garantir une pérennisation.

Les aspects environnementaux, préoccupation majeure de la région n'ont pas été occultés et ils se traduiront par la restauration et la préservation de notre capital productif fortement menacé.

Le programme AES/GRN du GRDR Kayes a mené, on s'en souvient, d'intenses activités et réalisations physiques dans l'optique de la restauration de l'environnement et d'une amélioration durable des conditions de vie de la population du bassin versant du TKLM.

Pour mieux assurer la prise en charge du PDI, tout un paquet de renforcement de capacités et d'appui technique et financier est indispensable. Ces aspects s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage auxquels nous invitons tous les acteurs de la décentralisation et du développement local à prendre part pour faire de notre association intercommunale un modèle réussi de développement décentralisé.

Ce document est conçu pour être accessible à tous par sa structure claire et ses fiches de mesures détaillant.

Pour élaborer ce plan nous avons fait appel à Messieurs Jacques DEMBELE, consultant individuel pour nous accompagner tout au long du processus.

*Pour la mise en œuvre de ce plan dont le coût est estimé à **Un milliard cent soixante un million trois cent soixante dix mille deux cent quatre vingt Francs CFA (1. 161. 370. 280 707A)**, nous avons identifié des stratégies propres à l'intercommunalité en tenant compte du savoir faire traditionnel, des relations, des réseaux d'entraide, de la solidarité des communautés co-présidentes.*

Les besoins sont immenses et traduisent la précarité dans laquelle vit la population de notre association.

Je ne saurais terminer ce propos sans remercier l'ensemble des acteurs qui se sont investis pour que le document que vous avez entre les mains soit véritablement le fruit d'un travail collectif impliquant la population, le Sous Préfet et ses services techniques et les partenaires au développement.

J'invite avec insistance tous nos amis et nos partenaires de développement traditionnels et nouveaux afin de garantir des conditions de vie meilleures à notre population.

Le Président du CPCD

Bassirou BANE

FICHE SIGNALÉTIQUE

TERRITOIRE INTERCOMMUNAL DU COMITE DE PILOTAGE DES COMMUNES DU DIOMBOUGOU	
Langues	
Langues locales :	: Sooninke, Xaasonke, Pulaar, Bamanankan
Géographie	
Superficie :	3255 km ²
Position géographique :	Entre -11,045211° W et 14,536670° N
Zonage agro écologique :	
Démographie	
Population :	109 380
Densité :	Entre 10 à 15 hbts/km ²
Ethnies dominantes :	Sooninke, Xaasonke, Hall Pulaar
Administration	
Siège social :	Ségala
Communes membres :	Kolimbiné, Koniakary, Marena-Diombougou, Marintoumania, Ségala, Sero-Diamanou
Nombre de villages :	67
Nombre de hameaux :	36
Nombre d'élus :	99
Nom du Président du CPCD :	Bassirou BANE
Nom du Secrétaire exécutif :	Barka FOFANA

SOMMAIRE

Chapitre I : Introduction	9
1.1 PRESENTATION DE LA PLANIFICATION INTERCOMMUNALE	10
1.2 PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PDI :	11
1.3 CONTEXTE ET JUSTIFICATION :	12
Chapitre II : Grands traits du CPCD	13
2.1 Géographie :	14
2.2.1 Une diversité ethnique :	17
2.2.2 Une population à 100% musulmane :	17
2.2.3 Une population de migration par excellence :	17
2.2.4 La Cohésion sociale et territoriale :	18
2.2.5 Jeunesse et culture :	18
2.3 La situation des secteurs sociaux dans le CPCD:	19
2.3.1 Education :	19
2.3.1.1 L'éducation préscolaire :	19
2.3.1.2 L'enseignement fondamental :	19
2.3.1.3 l'alphabétisation :	20
2.3.2 La santé :	21
2.3.3 L'hydraulique :	22
2.4 Les secteurs de développement économiques :	23
2.4.1 Le secteur de l'économie rurale :	23
2.4.1.1 L'agriculture :	23
2.4.2 L'élevage :	24
2.4.4 La Pêche :	26
2.5 Le secteur secondaire :	27
2.5.1 L'artisanat :	27
2.5.2 Le commerce :	27
2.5.3 Le transport routier :	28
2.5.4 L'énergie et communication :	28
2.5.5 Le tourisme :	29
Chapitre III : Diagnostic participatif	31
Vision du CPCD à long terme :	45
Mission de l'intercommunalité :	45
Tableau : Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 :	50
Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)	51
Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)	52
Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)	53
Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)	54
Tableau : Plan de financement du programme quinquennal 2012 - 2016:	55
Tableau : Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016:.	60
Plan de financement du programme annuel 2012	66
Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)	67
Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)	69
Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)	70
Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)	71

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS :

AS :	Aide Soignant
ACDS :	Association des Communes de Diombouxu et de Séro Diamanou
ADD :	Association Diama Djigui
AEP :	Adduction d'Eau Potable
AGR :	Activité Génératrice de Revenu
AMADER :	Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale
ANICT :	Agence National d'Investissement des Collectivités Territoriales
APE :	Association des Parents d'Elèves
BC	Banque de Céréales
BENKADI :	Non d'une Association qui signifie l'entente
ENDAM-Diombougou	Association
CA :	Centre d'Alphabétisation
CAMIDE :	Centre d'Appui à la Microfinance et au Développement
CED :	Centre d'Education pour le Développement
CES :	Conservation des Eaux et Sols
CFA :	Communauté Française d'Afrique
CGS :	Comité de Gestion Scolaire
CPCD :	Comité de Pilotage des Communes du Diombougou
CSCOM :	Centre de Santé Communautaire
CSCRIP :	Cadre Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté
CVECA	Caisse Villageoise d'Épargne et de Crédit Auto gérée
GRDR :	Groupe de Recherche et Réalisations pour le Développement Rural
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
IO :	Infirmière Obstétricienne
IST/VIH SIDA :	Infection Sexuellement Transmissible / Virus de l'Immunodéficience Humaine du Syndrome Immunodéficient Acquis
KONDO Jigima:	Structure de micro finance au Mali
MALITEL :	Mali Téléphone est un opérateur économique privé de téléphonie mobile
NTIC :	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMVS :	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONG :	Organisation Non Gouvernemental

ORANGE :	Opérateur économique International de Téléphonie mobile
ORDIK :	Organisation Rurale pour le Développement Intégré de la Kolimbiné
ORTM :	Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali
PADESO :	Projet d'Appui au Développement durable de l'élevage au Sahel Occidental
PARAD-UE :	Projet d'Appui au Renforcement des Actions de Développement Union Européenne
PDI:	Programme de Développement Intercommunal
PDSEC :	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PRODESS :	Programme de Développement Sanitaire et Social
PTF :	Partenaire Technique et Financier
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RR3 :	Route Régionale N°3
ST :	Service Technique
TKLM :	Terrekolé, Kolimbiné Lac Magui
TS	Technicien de Santé
TSS :	Technicien Supérieur de Santé

Chapitre I : Introduction

1.1 PRESENTATION DE LA PLANIFICATION INTERCOMMUNALE

Le Plan de Développement intercommunal (PDI) est un outil permettant d'aider les communes municipales à focaliser leurs activités sur les opportunités et besoins en développement des habitants de la communauté. Le PDI à moyen terme d'une intercommunalité est un outil de gestion qui s'étend sur une période de cinq ans. Il aide l'association intercommunale à inciter sa population à œuvrer pour les mêmes objectifs et à orienter les activités vers des priorités de développement démocratiquement identifiées.

Le processus de planification décentralisée et participative a pour but de renforcer de manière permanente et durable, les différents cadres de concertation et de dialogue entre l'ensemble des parties prenantes locales, d'identifier, classer par ordre de priorité et planifier les actions et investissements les plus urgents de l'intercommunalité à travers la communication et la collaboration effective entre les communes et les communautés.

En effet, les attentes, les perceptions et les priorités de ces acteurs peuvent différer de manière sensible. Ainsi, le rôle des autorités intercommunales consiste surtout à coordonner un effort social collectif, responsable et transparent, auquel tous les acteurs locaux sont appelés à participer activement.

Le processus de planification intercommunale permet aux communes et aux communautés :

- D'avoir un cadre pour la prise de décision locale en vue d'orienter leur propre développement et d'établir les priorités basées sur leur réalité;
- De créer une vision commune du développement et d'explorer les options potentielles à venir ;
- De programmer les interventions nécessaires dans l'espace et dans le temps avec et pour les communautés ;
- De coordonner (entre les communes et entre les différents villages) les interventions des acteurs (négociation et contractualisation) ;
- D'informer et de communiquer aux populations, aux acteurs du développement, aux ST, et aux PTF les progrès réalisés et les problèmes rencontrés.

La planification intercommunale requiert l'appui et le conseil des services techniques déconcentrés et la participation de l'ensemble des acteurs communautaires à la base, à savoir : les leaders communautaires, les représentants des organisations socio professionnelles y compris les groupements féminins et les associations de jeunes la société civile et le secteur privé.

1.2 PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PDI :

Etape 1 : Préparation :

L'objectif de l'étape 1 est d'établir un cadre propice à l'élaboration participative du plan de développement intercommunal. A cet effet, les activités suivantes sont entreprises :

- L'information /sensibilisation des populations et l'ensemble des acteurs intervenant dans le processus d'élaboration du PDI
- La mise en place d'un comité de pilotage du PDI lors de la tenue d'une Assemblée Générale :
- la recherche documentaire ou revue bibliographique
- la définition des activités, adoption du budget et du plan de travail

Etape 2 Diagnostic participatif :

L'objectif de l'étape 2 est la collecte participative des données socio-économiques nécessaires et les conditions environnementales pour produire un échantillon de plan de développement. Les activités suivantes sont entreprises :

- Collecte et analyses des PDSEC des 6 communes,
- Recherche d'informations complémentaires,
- Production du rapport provisoire,
- Restitution provisoire auprès du comité de pilotage,
- Intégration des observations issues de la restitution provisoire,
- Réunion de préparation de l'atelier et validation des cartes par le comité de pilotage,
- Ebauche cartographique.

Etape 3 : Organisation d'un atelier intercommunal de validation du PDI

L'objectif de cet atelier de 2 jours est de vérifier et évaluer la quantité et la qualité des informations rassemblées pendant l'exercice de collecte. Les informations manquantes, incomplètes ou contradictoires sont identifiées et un programme de collecte subséquent est élaboré dans l'intention de combler ces vides. Ainsi, tous les acteurs sont invités à cet atelier.

Etape 4 : Production du document final

L'objectif de l'étape 4 est de produire la version finale de du Plan de Développement Intercommunal.

Les activités suivantes sont entreprises:

Versión finale du PDI : la version finale est produite à l'aide des observations et modifications adoptées pendant l'atelier intercommunal de validation

1.3 CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

A la fin des années 1990, le Mali s'est engagé dans un processus de décentralisation de la gestion publique en créant des collectivités territoriales dotées de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et s'administrant librement et exerçant des compétences que l'Etat leur a transférées. Cette réforme avait deux objectifs principaux : l'approfondissement de la démocratie et le développement économique local. Après une décennie de mise en œuvre où en est-on ? Et surtout quelles sont les perspectives ?

D'un côté, il est indéniable que la démocratie locale a évolué avec le choix des dirigeants locaux par l'élection ou l'implication des populations à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle des politiques publiques locales. De l'autre côté, les résultats produits par la décentralisation en matière de fourniture de services publics et de promotion du développement économique local se résument à la réalisation d'infrastructures.

D'une manière générale, le transfert des compétences n'est pas suivi de celui des moyens nécessaires ; de ce fait, les capacités techniques des collectivités territoriales, au regard de leurs missions, sont très faibles. L'Etat a mis en place un dispositif technique indépendant des structures traditionnelles, reposant sur des ONG et des projets, pour l'accompagnement des collectivités territoriales dans leur mission de maîtrise d'ouvrage du développement local. Ce dispositif s'avère efficace dans le renforcement des capacités des organes et des services des collectivités territoriales. Du reste, le dispositif est financièrement soutenu par l'aide extérieure ; donc la question de la pérennisation de l'accompagnement de la décentralisation reste entière et préoccupe les plus hautes autorités.

Les outils de l'intercommunalité sont aussi développés pour permettre aux communes de s'articuler, de développer des politiques cohérentes et de mettre en place une gouvernance unique, concertée pour ces grands territoires, et pouvant mener des projets de territoire. De la simple convention à la création d'une structure commune dotée de la personnalité juridique, les communes peuvent aujourd'hui s'organiser entre elles et opter pour l'outil le plus adapté à leur partenariat.

De la sorte, les élus des six communes (Kolimbinié, Koniakary, Maréna Diombougou, Marintoumania, Ségala et Séro Diamanou) du Diombougou, soucieux de leur mission de développement économique social, et culturel ont vu la nécessité de conjuguer leurs efforts au sein d'une structure intercommunale pour atteindre des objectifs communs. Le Comité de Pilotage des Communes du Diombougou CPCD est ainsi né pour contribuer au renforcement de capacité de tous les acteurs impliqués dans le processus de développement local à travers les communes et la coopération intercommunale et à la mobilisation des ressources financières pour le financement des actions de développement.

Dans le but de disposer un cadre de référence pour les actions à entreprendre en vue d'une relance économique et une amélioration significative des conditions de vie de la population et créer une synergie d'intervention en matière de développement et de partenariat en conformité avec les objectifs du Cadre Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCR), les Politiques sectorielles de développement rural et les objectifs du millénaire de développement OMD, l'association intercommunale du CPCD a adopté la réalisation de son Plan de Développement Intercommunal pour la période 2011-2015.

Chapitre II : Grands traits du CPCD

2. 1 Géographie :

L'intercommunalité du CPCD, première expérience d'intercommunalité au Mali est située dans la première région administrative du Mali, la Région de Kayes et dans le cercle du même nom entre -11,045211° de longitude W et 14,536670° de latitude Nord. Son siège social est Ségala.

Le territoire intercommunal du CPCD s'étend approximativement sur 50 Km d'Est à l'ouest et de 101 Km du Nord au Sud. Il est limité au Nord-est par le cercle de Yélimané, au Sud-est par le cercle de Bafoulabé, au Nord par la commune rurale de Koussané, cercle de Kayes, à l'Ouest par les communes de Gory Gopéla, Gouméra, Kouloun et Hawa Dembaya, cercle de Kayes et au sud par les communes de Logo et Diamou, cercle de Kayes. Il couvre une superficie de 3255 km² ; représentant 14,66 % du territoire du cercle de Kayes.

Le relief du territoire intercommunal du CPCD est essentiellement constitué de terrain plat avec la présence de plaines d'inondation et de bas fond propices à l'agriculture, à la culture de la Calebasse et au maraîchage :

Comme plaines d'inondation, nous pouvons citer entre autres :

- La plaine du Krigou, La plaine du Koussouké, La plaine de N'Gari et la plaine du Kèlaga dans les communes de Marintoumania, Koniakari et Ségala ;
- la plaine du Kolimbiné dans les communes de Kolimbiné, Marena Diombougou et Sero Diamanou.

Malgré ce bas relief, il existe quelques collines granitiques vers le sud est de la commune de Kolimbiné. Dans sa partie orientale, le territoire du CPCD est accidenté et est caractérisé par des chaînes de montagnes très dispersées dans la commune de Marintoumania dont les principales sont : Hahiré Dialaka, Kouguéré hahiré, Fissourou ou Tissiri, Kadjel Kodiou, Sourakakoulou, Tapa guidé ou Tapakoulou, Hahiré Darsalam et Kadjel Pobi. Une chaîne de montagne traverse la commune de Sero Diamanou dans sa partie Nord – Est près du village de Missira.

Les sols sont : argilo limoneux souvent très profonds, sablonneux et latéritiques souvent érodés ou pauvres, colluviaux.

Le réseau hydrographique est constitué par plusieurs rivières et marigots : le Kolimbiné, le Kirgou, le N'Gari, le Kèlaga, le Bodedji, le Kanako, le Bagoré- kholé, la Falao etc. Ils fertilisent de grandes cuvettes et vallées qui font l'objet des programmes d'aménagement du GRDR et l'OMVS. Le système lacustre est composé par le lac Magui et la mare de Doro.

Le climat de la zone historique du Diombougou appartient à la zone sahélienne du cercle de Kayes. Cette zone est comprise entre les isohyètes 350 à 550 mm d'eau par an et est caractérisée par l'alternance de trois saisons qui sont :

- **une saison sèche chaude** qui s'étend de mars à juin est caractérisée par un fort ensoleillement avec une température qui avoisine les 40° C et pouvant atteindre

45°C. Le vent dominant est l'harmattan (vent chaud et sec) qui instaure l'aridité et favorise l'évapotranspiration.

- **une saison des pluies** qui débute en général en juin et se termine entre septembre et octobre de chaque année. Le maximum pluviométrique est enregistré en août. Quant à la moyenne annuelle, elle se situe entre 500 et 600 mm par an. Les températures sont de l'ordre de 35°C.
- **une saison sèche froide** qui succède à l'hivernage à partir des mois d'octobre-novembre et s'étend jusqu'en mars. Les températures sont plus clémentes.

Le climat est contraignant avec une insolation moyenne annuelle de 7 à 8 heures par jour. La saison sèche est longue et les pluies en hivernage sont irrégulières. On observe sur l'ensemble de la zone **une baisse tendancielle de la pluviométrie** engendrant des effets importants sur le plan économique (productions agricoles fragilisées, difficultés d'abreuvement du bétail) et écologique (moins d'eaux de surface, baisse du niveau de la nappe phréatique, perte en biodiversité...).

Dans le territoire de l'intercommunalité du CPCD, la végétation était très dense par le passé, jusqu'à une époque récente les conséquences de l'action de l'homme sur l'environnement étaient limitées aussi bien dans l'espace qu'en intensité, toutefois cette tendance est en train d'être inversée. Aujourd'hui, la végétation est confrontée à deux facteurs majeurs qui sont : **les activités anthropiques** (élevage, agriculture, coupe anarchique et abusive de bois pour l'énergie utilisée dans les ménages et pour les constructions et autres services) et **les aléas climatiques** (sécheresse). Quant à la faune, elle est menacée de disparition à cause du braconnage, des feux de brousse très fréquents et de la coupe abusive des bois de chauffe. Néanmoins on y rencontre les espèces comme les porcs-épics, les phacochères, les singes, les perdrix, les hyènes, les chacals, les lièvres et des reptiles.

2.2 Démographie :

D'après le recensement général de la population et de l'habitat en avril 1998, le territoire du CPCD avait une population de **70231** habitants. Selon les résultats provisoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) en 2009, il comptait **95654** habitants repartis dans **15143** ménages.

La population du territoire du CPCD est composée de 47493 hommes et 48161 femmes soit 98 hommes pour 100 femmes. Les femmes représentent 50,34% de la population contre 49,65 % pour les hommes.

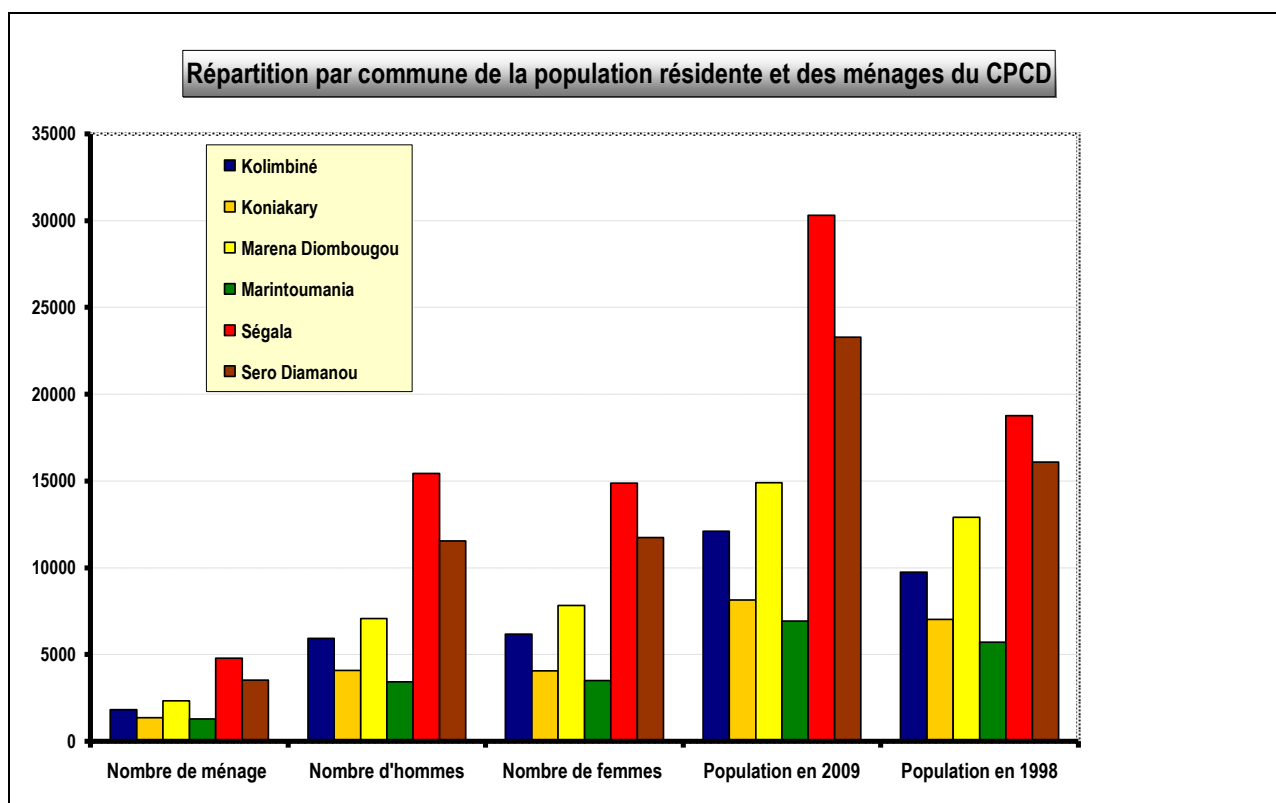
Cette population est inégalement répartie entre les communes. Avec 30305 habitants, la commune de Ségala concentre 31,68% de la population intercommunale. Elle est suivie de la commune de Sero Diamanou (24,33%), de Maréna Diombougou (15,58%), de Kolimbiné (12,65%). A l'inverse la commune de Marintoumania est la moins peuplée (7,24%). Quant à la commune urbaine de Koniakary, elle représente (8, 50%).

Tableau : Répartition par commune de la population résidente et des ménages

Nom de commune	Nombre de ménage	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Population en 2009	Population en 1998	Taux d'accroissement annuel moyen 1998 - 2009
Kolimbiné	1825	5923	6178	12101	9741	2,0
Koniakary	1372	4079	4056	8135	7023	1,3
Marena Diombougou	2335	7070	7835	14905	12903	1,3
Marintoumania	1300	3435	3492	6927	5705	1,8
Ségala	4780	15435	14870	30305	18767	4,5
Sero Diamanou	3531	11551	11730	23281	16092	3,4
TOTAL	15143	47493	48161	95654	70231	

Source : Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2009.

Graphique : Répartition par commune de la population résidente et des ménages du CPCD



2.2.1 Une diversité ethnique :

Les différentes ethnies sont réparties comme suite :

- * Dans les communes de Kolimbiné, Marena Diombougou et Ségala, les populations sont majoritairement Soninkés, Khassonkés, qui cohabitent avec les peulhs,
- * Dans les communes de Koniakary et Marintoumania, les peulhs constituent l'ethnie majoritaire qui cohabite avec les soninkés, les bambaras, les khassonkés,
- * Dans la partie nord du territoire du CPCD, plus précisément dans la commune de Séro Diamanou, l'ethnie majoritaire est le khassonké qui vit avec les peulhs, les bambaras, les soninkés et les maures.

2.2.2 Une population à 100% musulmane :

Sur le plan religieux, l'intercommunalité du CPCD est composée à 100 % de musulmans. Cette islamisation est liée à l'occupation d'El Hadj Oumar et sa politique d'islamisation. On y rencontre au moins une mosquée par village. Les mosquées sont souvent les premières réalisations que les migrants ont financées dans les villages. Malgré cette implantation très forte de l'Islam, des pratiques héritées des religions traditionnelles sont encore ordinaires.

2.2.3 Une population de migration par excellence :

Comme de nombreuses contrées de la région de Kayes, la zone historique du Diombougou est **particulièrement touchée par la migration**. Elle concerne la plus grande partie de la population active. On observe deux types de migration :

- ✓ **une migration saisonnière** dont les principales destinations sont les communes voisines dans le Diafounou et les grandes villes notamment Kayes. Elle concerne à la fois les hommes et les femmes, mais plus particulièrement les jeunes hommes en saison froide et sèche. Elle constitue parfois une étape pour la migration de longue durée. Les revenus apportés sont vitaux, car ils permettent à beaucoup de familles de boucler la période de la soudure.
- ✓ **une migration pluri annuelle** qui concerne les hommes, plutôt jeunes, qui ramènent des revenus importants pour les familles et les villages. On peut distinguer plusieurs destinations d'émigration ci-après :
 - les grandes villes maliennes (Kayes, Kita, Bamako),
 - les pays voisins (Mauritanie, Sénégal, Guinée Conakry),
 - les pays de l'Afrique de l'Ouest côtière : Guinée Bissau, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Bénin, Gambie.
 - les pays d'Afrique Centrale : Gabon, Congo, Angola, Guinée Equatoriale
 - les pays Européens (France, Espagne, etc.), les Etats Unis.

Comme **impacts positifs de la migration dans la zone** l'on peut citer :

- l'envoi régulier de l'argent permettant aux familles la prise en charge de la période de soudure, les fêtes religieuses (tabaski, ramadan), les événements sociaux (mariages, baptêmes, décès.), les dépenses de santé.

- le transfert financier permettant de rendre solvables les familles au regard des impôts et taxes prélevées par la commune.
- la contribution au développement local en finançant la réalisation des puits, des écoles, des infrastructures de santé.

Il faut noter que les ressortissants de l'intercommunalité du CPCD en France sont organisés en association intercommunale dite ACDS.

Force est de savoir que la migration a également un **impact négatif**, rendant largement dépendantes de l'extérieur les familles résidant sur le territoire. L'exode des jeunes influe sur la pyramide des âges et crée un déséquilibre. Les jeunes partis en migration saisonnière reviennent au moment des travaux agricoles.

2.2.4 La Cohésion sociale et territoriale :

La création du CPCD est partie d'une cohésion territoriale entre les différentes composantes ethniques : Soninké, peulh, khassonké, Bambara. Cette cohésion sociale est liée à plusieurs raisons qui sont :

- la proximité et le voisinage des communes membres,
- l'existence de multiples et divers liens socio-économiques et historiques entre les populations,
- La communauté des valeurs culturelles et l'existence d'une forte dynamique associative (ORDIK, ADD, BENKADI, ENDAM-Diombougou...), premier mouvement fédérateur des populations du Diombougou.

Compte tenu de cette cohésion sociale, une grande partie de la vie intercommunale est tournée vers la commune urbaine de Koniakary : son marché est le lieu d'approvisionnement en produits de première nécessité (huile, sucre, essence, tissus...). C'est aussi le lieu de vente des productions agricoles (calebasse, arachide, maïs, riz, bétail, volaille, lait). Enfin, le centre de santé de Koniakary accueille les populations de la commune de Marintoumania. L'autre lieu de polarisation est Ségala. C'est là que se trouvent la sous-préfecture et les services techniques de l'Etat qui sont susceptibles d'intervenir sur le territoire intercommunal, en particulier ceux de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et forêts.

2.2.5 Jeunesse et culture :

Les jeunes sont insuffisamment organisés et leur encadrement fait défaut. Il existe aujourd'hui dans les villages quelques regroupements des jeunes autour des travaux collectifs et des partis politiques lors des campagnes électorales.

La jeunesse de la commune urbaine de Koniakary dispose d'une infrastructure de sport (terrain de football moderne) devant être clôturé).

2.3 La situation des secteurs sociaux dans le CPCD:

2.3.1 Education :

Le Mali est un pays dont la population est relativement jeune 65% de la population ont moins de 25 ans. C'est dire à quel point l'éducation est un secteur important pour le Mali d'aujourd'hui en général et pour l'association intercommunale le CPCD en particulier. Il existe quelques avantages en matière d'éducation ci-après :

- L'engouement de la population vis-à-vis de l'éducation,
- L'existence des infrastructures scolaires dans plusieurs villages,
- L'augmentation sensible du nombre des enseignants,
- L'amélioration du taux de scolarisation,
- La volonté politique de l'Etat Malien en matière d'éducation.

Au niveau de l'association intercommunale du CPCD, plusieurs ordres d'enseignement sont présents :

- L'éducation préscolaire,
- l'enseignement fondamental (1^{er} et 2^{ième} cycle),
- l'enseignement coranique et franco arabe,
- l'alphabétisation.

Ces ordres d'enseignements sont administrés par un centre d'animation pédagogique basé à Kayes, rive droite.

Au niveau communautaire, les structures de gestion sont les associations des parents d'élèves (APE) et les comités de gestion scolaire (CGS) qui malgré l'insuffisance des moyens matériels et financiers continuent à apporter leur pierre à l'édifice pour la bonne marche de l'école.

2.3.1.1 L'éducation préscolaire :

L'enseignement préscolaire reste encore un phénomène urbain, avec une forte participation du secteur privé. Sa couverture est très faible avec les institutions préscolaires au nombre de 3 et sont répartie comme suite : 1 à Koniakary, 1 à Ségala et 1 à Maréna Diombougou.

Ces jardins d'enfants souffrent d'un faible taux de couverture géographique, de l'insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures adaptés.

2.3.1.2 L'enseignement fondamental :

L'intercommunalité du CPCD compte 62 écoles fondamentales dont 14 seconds cycles. L'enseignement fondamental mobilise de gros efforts et d'importants investissements dans le système éducatif au Mali. Actuellement le CPCD abrite 50 écoles du premier cycle comprenantsalles de classes accueillantélèves d'enseignants. L'enseignement fondamental inclut également les medersas, les écoles franco arabes et les écoles communautaires. Le CPCD dispose de 25 medersas, 3 écoles franco arabes. En dépit des progrès réalisés en matière de scolarisation, des contraintes existent :

- L'insuffisance du personnel enseignant qualifié, du matériel didactique, du mobilier scolaire

- le manque d'enseignants pour certaines matières au second cycle.

2.3.1.3 l'alphabétisation :

En 2011, le taux d'alphabétisation au Mali est estimé à 46,4% dans la population âgée de 15 ans et plus. En 2003 sur la population totale les hommes représentaient 53, 5% et les femmes 39, 6%.

Il faut noter qu'avec le concours des ONGs et des projets, il existe 3 centres d'alpha et 5 CED dans le territoire du CPCD.

Le secteur souffre des contraintes suivantes :

- Le manque de local pour abriter les cours d'alphabétisation,
- La réticence des maris face à l'alphabétisation des femmes

Tableau : répartition des infrastructures scolaires dans le CPCD

Nom de commune	Nombre d'école du 1 ^{er} cycle	Nombre d'école du 2 ^{em} cycle	Nombre de medersa	Nombre d'école franco arabe	Nombre de CA	CED
Kolimbiné	8	2	3	2	1	0
Koniakary	2	1	3	0	0	1
Marena Diombougou	9	4	4	0	0	1
Marintoumania	5	1	3	1	0	0
Ségala	17	4	5	0	0	2
Séro Diamanou	9	3	7	0	2	1
Total	50	15	25	3	3	5

2.3.2 La santé :

L'aire sanitaire du cercle de Kayes est précaire et se caractérise par une mortalité infantile et maternelle élevée, une espérance de vie basse, une malnutrition chronique des enfants et une insuffisance des infrastructures et des équipements. Ces caractéristiques montrent à suffisance les conditions sanitaires difficiles auxquelles les populations sont confrontées. Le taux de couverture sanitaire est estimé à 54 % en 2001 contre 25 % en 1997.

L'intercommunalité du CPCD dispose de quelques infrastructures de santé réparties comme suite :

Infrastructures fonctionnelles :

- Un (1) CSCOM, un (1) Centre de santé / dispensaire et Une (1) maternité à Kolimbiné
- Un (1) CSCOM, Deux (2) pharmacies dans la commune urbaine de Koniakary
- deux (2) CSCOM, Un (1) centre de santé, Une (1) pharmacie privée dans la commune de Maréna Diombougou,
- Trois (3) CSCOM, quatre (4) centre de santé, deux (2) pharmacies privées et un cabinet médical privé dans la commune de Ségala,
- Deux (2) CSCOM et trois (3) centres de santé dans la commune de Séro Diamanou,

Infrastructures non fonctionnelles

- Deux (2) centres de santé dans la commune de Marintoumania.

NB : le CSCOM de Batama dans la commune de Ségala et le Centre de Santé de Niamiga dans la commune de Kolimbiné sont gérés par des organes intercommunaux du fait de leur appartenance à des villages de différentes communes.

Les établissements du CPCD totalisent un personnel soignant de 37 Agents dont les techniciens supérieurs de santé (TSS), les infirmières obstétriciennes (I.O), les aides soignants (AS) les gérants les matrones, les techniciens de santé (TS) les gardiens, les manœuvres etc.). Les médecins sont rares dans le milieu rural, cependant il en existe 4 dont 3 à Ségala et 1 à Koniakary. La répartition de ce personnel est mentionnée dans le tableau ci-après :

Tableau : Répartition par commune des ressources humaines de santé du CPCD :

Infrastructure de santé par commune	Ressources humaines de santé							
	T.S.S	I.O	A.S	Gérant	Matrone	Manœuvre	T.S	Autre (à préciser)
Marena Diombougou	2	1	4	3	3	0	1	2 chauffeurs 2 gardiens
Ségala	2	0	3	5	0	0	0	3Médecin, 3 agents PEV
Koniakary	0	3	1	1	1	1	0	1 médecin ; 1 gardien
Kolimbiné	2	0	0	3	3	0	0	
Marintoumania	0	0	0	0	0	0	0	
Sero Diamanou								
Total	6	4	8	12	7	1	1	

Concernant l'équipement, les CSCOM, les centres de santé et les dispensaires souffrent d'un manque cruel d'équipement. Par ailleurs, la qualité des services des structures reste insuffisante.

Outre les programmes nationaux (PRODESS, PEV, les programmes de lutte contre le paludisme, les IST/VIH SIDA, la tuberculose), les communes membres du CPCD bénéficient de l'apport très appréciable des émigrés et de la coopération décentralisée.

A toutes ces actions s'ajoute la participation des populations à travers les associations de santé et les guérisseurs traditionnels.

Les problèmes liés à la santé :

Bien que des efforts aient été consentis dans le domaine de la santé, le territoire du CPCD présente certaines difficultés notamment l'insuffisance de ressources humaines qualifiées, le sous équipement qui réduisent la qualité des soins, la mauvaise répartition des infrastructures et le manque de concertation des acteurs de la santé. Ces difficultés constituent les contraintes majeures pour l'accès aux soins de santé primaire.

2.3.3 L'hydraulique :

Le secteur de l'hydraulique au Mali est depuis quelques années en pleine mutation, en particulier pour les centres ruraux et semi urbains équipés d'adduction d'eau potable (AEP). Une véritable réforme est en cours. Elle a pour objet de redéfinir le rôle de chacun des acteurs et de définir de nouvelles règles du jeu afin de pérenniser les investissements réalisés.

Sur l'ensemble du territoire intercommunal, il existe 12 réseaux d'adduction d'eau potable, 59 forages, 215 puits modernes. A côté de ces infrastructures, il existe d'autres sources d'approvisionnement en eau telles que les puits traditionnels, les puits pastoraux, les puits maraîchers, les mares, les marigots, les rivières et les puisards).

Pour satisfaire les besoins d'eau des populations, l'association intercommunale doit poursuivre des actions ci-après :

- la réalisation des points d'eau comme les forages et les puits modernes,
- la sensibilisation et l'organisation des usagers d'eau autour de la gestion des infrastructures.

2.4 Les secteurs de développement économiques :

2.4.1 Le secteur de l'économie rurale :

Le secteur primaire reste incontestablement la pièce maîtresse de l'économie de la région de Kayes en général et du territoire intercommunal du CPCD en particulier. En effet l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière occupent plus de 80 % de la population et procurent à ce titre la quasi totalité de la production régionale. Ce secteur emploie 92,1 % de la population active avec une prédominance de l'agriculture (plus du tiers de la population) suivie de l'élevage puis de l'exploitation de la forêt et des eaux.

Ce secteur dans son ensemble reste tributaire des aléas climatiques quand il s'agit des cultures pluviales.

2.4.1.1 L'agriculture :

Principale activité économique, l'agriculture se subdivise en 3 branches :

- la culture pluviale,
- la culture de décrue,
- et le maraîchage.

La culture pluviale : elle mobilise tout le monde pendant les quatre mois de l'hivernage. Les principales spéculations sont le sorgho, le maïs, l'arachide. A côté de celles-ci existent des cultures secondaires telles que le mil, le gombo, la Calebasse, les courges, le niébé, le riz, la patate, l'oseille de Guinée. La plupart de ces cultures se font sur les plateaux et sur les versants des bas fonds et aussi dans les bas fonds à submersion temporaire. La technique culturale est essentiellement basée sur le brûlis et la jachère. La houe constitue le principal matériel, car elle est utilisée sur toutes les opérations culturales. Les labours se font en charrue avec la traction animale (bœufs, ânes, chevaux).

Les 90% de la production céréalière sont destinés à l'auto consommation et les 10% à la vente pour pallier aux besoins familiaux (habillement, mariage, fête, impôts).

Au niveau intercommunal, aucun village n'a le mérite d'atteindre son autosuffisance céréalière. D'après les anciens, elle demeure **un vieux souvenir** qui remonte depuis les premières années de l'indépendance du Mali.

La culture de décrue : elle est pratiquée dans les plaines d'inondation, le long des cours d'eau durant la contre saison. Les principales cultures par ordre d'importance sont la Calebasse, le maïs et le niébé.

La Calebasse est la plus importante en termes de superficie emblavée (plus de la moitié des vallées) et source de revenu monétaire. Il a été confirmé à Marila dans la commune de Marintoumania que les gros producteurs de Calebasse font au moins un minimum de 500 000 FCFA de chiffre d'affaire par campagne. Il faut rajouter que la Calebasse est fortement ancrée dans la culture du Diombougou, (principal ustensile de la femme). Elle est aussi beaucoup convoitée par le Pays voisin le Sénégal.

A travers la calebasse, force est de savoir que la culture de décrue est très vitale pour l'association intercommunale, mais l'accès à la terre n'est pas libre et équitable, il existe des grands propriétaires fonciers qui prêtent et louent des parcelles à d'autres personnes. Il faut aussi signaler que les instruments utilisés pour semis et la récolte sont traditionnels. Les paysans sont insuffisamment organisés.

Le maraîchage : il est relativement récent dans l'intercommunalité puisque les premiers jardins ont été introduits dans les années 1980 et surtout dans les années 1990. Il est essentiellement pratiqué par les femmes, sur des parcelles individuelles ou collectives. Les différentes productions que l'on trouve sont l'oignon/échalote, la tomate, la salade/laitue, les feuilles de niébé, le gombo, l'aubergine, le chou, la carotte, le concombre et la betterave. La campagne dure seulement le temps de la contre saison froide.

A cote du maraîchage existe **l'arboriculture** qui est pratiqué par les hommes. Les principaux produits arboricoles sont par ordre d'importance : la mangue, le citron, la banane et la papaye, mais l'on trouve aussi l'orange et la goyave.

Depuis 2006, il a été créé une association des maraîchers et planteurs de Ségala qui concerne les 6 communes du CPCD. Cette association a besoin d'être appuyée techniquement par les services techniques de l'Etat et les projets/programmes.

Malgré les progrès réalisés dans la production agricole, elle reste toujours tributaire des **aléas climatiques** jusque là non encore maîtrisés. A ces aléas il faut ajouter le **péril acridien**, même maîtrisé constitue actuellement une menace pour l'agriculture et l'environnement. En plus, **l'exploitation incontrôlée des ressources naturelles** entraînant la dégradation de l'environnement qui à son tour devient non seulement une contrainte pour l'agriculture mais aussi pour les autres secteurs de la vie économique et sociale. Avec ces contraintes non maîtrisées et un taux de croissance démographique annuel de 2,3 % supérieur au taux national 2,2 %, la zone du Diombougou est placée dans une situation de déficit alimentaire plus que jamais connu depuis plus de 10 ans.

2.4.2 L'élevage :

Après l'agriculture, l'élevage constitue la deuxième dominante de l'économie de l'association intercommunale du CPCD. Pratiqué dans tous les villages comme activité d'appoint, il joue un rôle appréciable dans la vie sociale.

Il constitue un facteur clé dans les cérémonies de mariages, de décès et des rites populaires. La vache fait partie du trousseau de mariage des jeunes mariées. Comme partout au Mali, l'élevage est à la fois un facteur de positionnement social et un moyen de thésaurisation, pour les dépenses sociales ou pour se mettre à l'abri des coups durs. Il n'est donc pas surprenant que la commercialisation concerne en général moins de 10% du cheptel. Comme partout au Mali, le cheptel est sous-exploité. Il est vendu, très généralement pendant la soudure où les besoins financiers sont plus forts. Le rôle économique de l'élevage, avec des pratiques plus rationnelles, reste donc à développer. Les populations n'en tirent pas encore tous les avantages possibles.

Le cheptel du territoire CPCD est composé de : **41 472** bovins, **45 925** ovins - caprins, **2516** ânes et **2141** chevaux.

Tableau : Taille du cheptel dans les communes du CPCD

Nom de commune	Taille des espèces /commune			
	Bovins	Ovins - Caprins	Equins	Asins
Kolimbiné	3912	3200	14	500
Koniakary	1090	1114	10	283
Marena Diombougou	6000	10300	60	600
Marintoumania	9300	10800	45	495
Ségala	17821	18137	1862	99
Séro Diamanou	3349	2374	150	539
Total	41 472	45 925	2141	2516

Source : Conseils communaux

Le mode d'élevage pratiqué est l'élevage extensif avec divagation du bétail. L'embouche ovine tend à se développer dans tous les villages. Il faut aussi rappeler que la zone du Diombougou et du Séro Diamanou du cercle de Kayes est une zone de transhumance.

Le niveau de consommation est de 12,40 kg de viande par hbt/ an et de 8,92 kg de lait par hbt/an (EBC88/98). En dehors de la viande et du lait, le cheptel génère des devises par l'exportation et donne de la fumure organique pour l'agriculture.

Le Projet d'appui au développement durable de l'élevage au Sahel occidental (PADESO) agit sur plusieurs leviers pour développer le secteur de l'élevage il s'agit de la construction d'infrastructures pastorales, lutte contre les principales maladies animales, formation et organisation des éleveurs, promotion de la commercialisation du bétail et des produits animaux. Malgré ces efforts, un certain nombre de contraintes demeurent :

- Les effectifs sont influencés par les conditions climatiques (en année favorable, on assiste à une explosion des effectifs et en années sèches, une mortalité élevée causant de chutes d'effectifs pouvant aller jusqu'à 30 % ;
- Le surpâturage qui entraîne une diminution des parcours pastoraux (aires de pâturage et couloirs de passage) ;
- L'insuffisance de suivi sanitaire lié à l'insuffisance d'infrastructures et d'appui technique aux éleveurs ;
- Une cohabitation de plus en plus difficile entre éleveurs et agriculteurs liés à l'insuffisance d'organisation des éleveurs ;
- L'insuffisante valorisation des sous produits de l'élevage.

2.4.3 L'exploitation forestière :

La situation de la foresterie est marquée par l'existence de types variés de végétations (steppe, savanes arbustives et boisées, forêts claires et forêts galerie, etc..) et de projets de protection de l'environnement. Elle se caractérise également par l'existence de cadres réglementaires et législatifs et d'instruments juridiques de protection de l'environnement (politiques et stratégies, code de l'environnement, code forestier, etc.).

Sur le plan économique, après les sous-secteurs de l'agriculture et l'élevage, vient l'exploitation forestière qui, à l'instar des deux premiers, reste fortement tributaire des aléas climatiques. Le capital ligneux du cercle de Kayes auquel appartient la zone du Diombougou

est estimé à 25 643 300 m³. Sa productivité est moyenne de 15 à 10 m³/ ha/an au centre du cercle et faibles de 10 à 5 m³ dans les communes du nord.

Dans le territoire intercommunal du CPCD, les principaux produits de cueillette dont bénéficient les populations sont : les fruits du baobab, de balanites, du jujubier, la gomme arabique, le rônier, la datte sauvage etc.

Chaque année, la cueillette se fait en février, mars et avril, surtout par les femmes, ainsi que par des Maures venant des communes voisines et de la Mauritanie. Le pain de singe est consommé localement et est vendu dans d'autres communes des cercles de Kayes et de Yélimané. Il est également exporté à Kayes et au Sénégal par des commerçants grossistes. Le jujube se vend essentiellement sur les marchés de l'intercommunalité (Koniakary) directement par les cueilleurs, et à Dialaka dans le cercle de Yélimané.

La cueillette des feuilles de baobab se fait en septembre-octobre pour l'autoconsommation. Les feuilles mises en poudre servent à faire des sauces avec les céréales et pour la commercialisation. Selon les populations, le baobab reste une source de revenus intéressante malgré la baisse relative de la ressource.

Le fruit du rônier est un peu commercialisé par les enfants au niveau local, mais surtout autoconsommé ; de même pour la datte sauvage.

Le bois de chauffe et charbons constituent la principale source d'énergie domestique et les besoins sont de plus en plus importants. A cet effet, un commerce très florissant de bois de chauffe et de charbons se développe dans toutes les communes membres du CPCD.

Le bois de rônier est utilisé pour la construction.

L'association intercommunale dispose de forêts qui sont soumis à une grande pression anthropique comme l'implantation des champs de culture, les surpâturages, les feux de brousse et le braconnage qui les dégradent progressivement. A côté de ces forêts il faut noter l'existence de rônneraies et de peuplement d'acacias à Séro et Diadoumbéra autour du Lac Magui et la mare de Doro.

Comme contraintes, on note la forte pression exercée sur ces ressources, la persistance des pratiques néfastes (feux de brousse et occupations illégales des forêts classées) et la persistance de la sécheresse.

Au regard de ces contraintes, assurer la régénération des forêts et le reboisement constituent un défi important.

2.4.4 La Pêche :

C'est l'une des activités traditionnelles des populations riveraines des différents cours d'eau (Kirgou, Kolimbiné, Lac Magui, Mare Doro). Une bonne partie du poisson consommée ou commercialisée dans les communes du CPCD provient du Lac Magui et de la mare Doro, mais force est de savoir que les quantités de poissons collectées dans ces cours d'eau ne sont pas cernées.

Dans la plupart des communes, les pêches collectives sont organisées par les villageois autour des mares.

Au niveau de la commune de Marena Diombougou l'activité est entrain de se développer avec le regroupement des pêcheurs en association qui ont entrepris différentes activités dont la construction d'un bassin de pisciculture.

Par ailleurs, les revenus des pêcheurs ont été profondément affectés au cours de la dernière décennie, en raison notamment de la diminution du niveau des captures imputables à la sécheresse.

Le lac Magui et d'autres mares ont déjà connu plusieurs tentatives d'aménagement piscicoles et d'empoisonnement pour résorber le déficit de la production halieutique. Ces expériences n'ont pas donné des résultats satisfaisants.

Aujourd'hui d'autres expériences doivent être menées afin de contribuer à l'augmentation de la production pour une meilleure amélioration des revenus des pêcheurs et à créer une valeur ajoutée au niveau de l'économie locale.

Le développement de la pêche peut être contrarié par les facteurs suivants :

- La faible pluviométrie et la disparition de certaines espèces de poisson ;
- Le manque de suivi des ressources halieutiques ;
- L'insuffisance et la mauvaise qualité des équipements de pêche.

2.5 Le secteur secondaire :

2.5.1 L'artisanat :

Appartenant au cercle de Kayes, la zone historique du Diombougou et du Diamanou garde une longue tradition dans le domaine de l'artisanat : la teinture, la bijouterie, la confection de nattes, le tissage, la forge et la poterie. De nouveaux métiers sont apparus comme ceux de réparateurs de motos, la maçonnerie, la couture, la boulangerie, la menuiserie etc. Par contre, les cordonniers et les tisserands ont décliné leur métier, car il n'y a plus de coton.

Ainsi, malgré sa richesse et sa diversité, l'artisanat souffre:

- De la faible capacité d'organisation des artisans se traduisant par l'insuffisance d'inscription à la chambre des métiers ;
- Des difficultés d'approvisionnement en matières premières ;
- Des difficultés d'écoulement des produits de l'artisanat en raison de la faiblesse des marchés locaux et de l'enclavement pendant la saison hivernale ;
- Du manque de formation et de perfectionnement des artisans ;
- Des difficultés d'accès aux marchés public ;
- De l'absence d'espace réservé aux activités artisanales.

2.5.2 Le commerce :

Les activités commerciales menées dans les communes du CPCD sont assez importantes et impliquent bien les populations communales grâce au désenclavement (Butinage de la route nationale n°1 Kayes Bamako et de la route régionale n°3 Kayes Yelimane). A cela s'ajoute la présence des commerçants détaillants et des vendeurs ambulants. Les produits de l'agriculture (mil, maïs, arachide, Calebasse), de maraîchage, d'arboriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'exploitation forestière (pain de singe surtout et jujube) et de l'artisanat sont vendus par les populations à différente échelle (village, commune et cercle). La vente des produits pétroliers se développe également sur les axes Kayes-Bamako et Kayes-Yélimané.

L'approvisionnement des populations par les marchandises générales et les denrées alimentaires de première nécessité est organisé par les commerçants (grossiste/détaillants) regroupés sur les marchés mais aussi, le plus souvent sur les voies publiques. Les populations s'approvisionnent aussi en produits manufacturés dans les magasins et boutiques à Kayes, Bamako et à l'extérieur du Mali dans les pays voisins comme le Sénégal et la Mauritanie. Les

vendeurs ambulants vendent les chaussures, les tissus, les ustensiles de cuisine, les lampes chinoises etc. dans tous les villages du CPCD.

Globalement, la zone du CPCD apparaît donc comme zone assez ouverte sur les différents territoires qui l'entourent de près ou de loin ; principalement du fait de son positionnement à cheval sur la grande route Kayes-Bamako et de sa proximité avec Kayes.

Les contraintes qui affectent, par conséquent, tous les commerçants dans leurs comportements, leurs choix et leurs stratégies sont les suivants :

- L'irrégularité du prix des produits vivriers,
- Le difficile accès des commerçants au crédit,
- Le manque d'organisation et d'encadrement technique.

2.5.3 Le transport routier :

Ce mode de transport est le plus utilisé dans le cercle de Kayes et assure l'essentiel des déplacements des personnes et des biens. Il sert de liaisons entre les zones de production et celles de consommation.

Le CPCD bénéficie des routes structurantes à caractères national et régional toutes bitumées (axe Kayes-Bamako, Kayes-Yélimané). Ces routes sont d'un apport considérable pour l'économie de l'association intercommunale du CPCD. Par ailleurs, le réseau routier interne est caractérisé par le mauvais état des pistes rurales et le manque d'ouvrages de franchissement sur les cours d'eau. Ces nombreux cours d'eau rendent impraticable le réseau routier pendant l'hivernage.

Les moyens de transports traditionnellement utilisés sont les charrettes, les vélos, les motos, les dos d'ânes / chevaux. Le parc automobile est composé de véhicules de transport, les plus utilisés sont les minis bus, les camionnettes bâchées, les Benz et les taxis.

A l'intérieur du territoire intercommunal, les conditions de transport des voyageurs sont difficiles en raison de l'enclavement. On note plusieurs contraintes dans le secteur du transport. Il s'agit de :

- L'insuffisance et le mauvais état des pistes rurales;
- La faiblesse et la vétusté du parc automobile;
- Le manque d'ouvrages de franchissement sur les cours d'eau;
- L'insuffisance notoire des moyens d'entretien du réseau routier.

2.5.4 L'énergie et communication :

✓ Energie :

Les principales sources d'énergie sont le bois, le charbon de bois, les lampes chinoises.

Le bois et le charbon de bois sont utilisés dans l'ensemble des ménages pour la cuisine, la préparation du thé et la forge. C'est la source d'énergie la plus utilisée par la population.

L'on trouve également une quantité non négligeable de panneaux solaires et groupes électrogènes. Les panneaux solaires sont individuels sauf pour les mosquées, les centres de santé etc. Tous les groupes électrogènes sont pour une utilisation individuelle.

L'électrification rurale installée par l'AMADER (Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale) fonctionne dans les villages de Ségala, Batama, Marena Diombougou, Kabaté et la ville de Koniakary. Cette agence a pour objectifs majeur d'accélérer l'utilisation de l'énergie moderne en milieu rural et périurbain afin d'augmenter la productivité des moyennes et petites entreprises, améliorer les conditions

de vies des populations, la qualité ainsi que les conditions de travail dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'agriculture et d'augmenter le nombre de Sociétés de Services Décentralisées de 2 à plus de 10 entre 2006 et 2009. Elle devrait poursuivre son action dans toutes les communes du CPCD.

Le développement de l'énergie est confronté aux contraintes suivantes :

- Le faible pouvoir d'achat des populations;
- Le caractère rural et la faible urbanisation ;
- Le coût élevé des investissements.

✓ **Les communications :**

L'état des lieux en matière de communication montre le grand intérêt que les communes accordent à ce secteur. La situation des communications est marquée par l'existence de plusieurs moyens de communication (télécommunication, postes, radiodiffusion et télévision) et les Nouvelles technologies de l'information et de la communication, NTIC).

La plupart des villages de l'intercommunalité ont accès à la radio nationale ORTM et la radio rurale de Kayes. Il faut rajouter que la radio communautaire locale de Koniakary couvre l'ensemble des villages de la commune de Marintoumania et une partie des communes de Ségala et Marena Diombougou. Les populations n'ont pas accès à la télé nationale sauf les plus aisées qui disposent des antennes paraboliques.

Dans le domaine de la téléphonie les antennes implantées à Ségala, Koniakary et Dialaka, permettent à la plupart des villages d'accéder à l'un des réseaux MALITEL ou ORANGE.

Les changements et tendances observées ces dernières années indiquent une évolution certaine en ce qui concerne la télécommunication. Les demandes en téléphone surtout mobile sont en constante augmentation.

Les obstacles au développement de ce secteur peuvent venir de la faiblesse des revenus des populations, de l'insuffisance de maîtrise des nouvelles technologies (NTIC) et du coût élevé Des moyens de communication.

2.5.5 Le tourisme :

L'association intercommunale du CPCD commence à développer ses activités touristiques à cause de sa position à cheval sur la route nationale n°1 et de son accès très rapide au chef lieu de la région et du district de Bamako qui sont des villes indispensables pour le développement des activités en matière de tourisme.

Le CPCD dispose de quelques sites touristiques intéressants et reconnu par la direction régionale de l'office malienne de tourisme et l'hôtellerie entre autre : le Tata d'El Hadji Oumar Tall (Koniakary), la colline de Tapa ou Tapa Koulou (Marintoumania), le lac Magui etc.

En effet, la commune urbaine de Koniakary a saisi l'opportunité à travers la mise en œuvre du projet PARAD-UE « projet pilote multi acteurs de renforcement des initiatives du tourisme dans le cercle de Kayes ». Les activités de ce projet ont consisté à la mise en place des syndicats d'initiatives dans les communes partenaires, au renforcement des capacités des acteurs locaux du tourisme, à l'identification et valorisation des sites d'intérêt touristique et l'appui à l'organisation d'activités d'animation de la saison touristique.

L'essor de l'activité touristique peut s'appuyer sur des ressources et potentialités importantes ; il s'agit : des réserves d'eau (lac Magui, mare Doro), du patrimoine historique architectural traditionnel, des traditions et des modes de vie de nos populations

A ces atouts, s'opposent des contraintes comme la faible organisation du secteur et l'insuffisance de l'implication du secteur privé, la faiblesse des structures et infrastructures d'appui (transport, télécommunication, infrastructures d'accueil).

Tableau : Potentialités /atouts de l'intercommunalité du CPCD:

Domaine/secteur	Potentiel de l'intercommunalité	Localisation	Utilisation possible du potentiel
GRN	La présence d'un important réseau hydrographique composé de rivières : le Kirgou, le Kolimbiné et ses affluents, le lac Magui et de nombreuses mares dont la plus importante est le Doro	Les six communes de l'intercommunalité	aménagements hydro agricoles, la pêche, l'élevage, le maraîchage,
GRN	La présence d'importantes réserves de flores et de faunes même si les efforts importants restent à faire en matière de protection	Les six communes de l'intercommunalité	Tourisme
Population	Entente et cohésion sociale	Les six communes de l'intercommunalité	Promotion de la gouvernance locale et la décentralisation
Elevage	Le nombre important du cheptel	Les six communes de l'intercommunalité	Promouvoir l'économie locale
Transport	La présence de la route nationale n°1 et la route régionale (RR3),	Les six communes de l'intercommunalité	Développement socio économique
Migration	L'apport des migrants dans le développement économique, social et culturel	Les six communes de l'intercommunalité	Développement socio économique
Agriculture	La présence des terres cultivables : plaines et bas-fonds	Les six communes de l'intercommunalité	Promotion de l'agriculture pour une meilleure sécurité alimentaire

Chapitre III : Diagnostic participatif

Tableau : Mise en commun des contraintes de l'intercommunalité, leurs causes, leurs effets :

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Baisse de la production et de la productivité	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation des sols Mauvaise répartition de la pluie dans le temps et dans l'espace, -Insuffisance de semences améliorées, Présence des prédateurs, -Faible d'organisation des paysans. -Manque de formation et d'information des paysans -Sous- équipement des paysans 	<ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté des populations, -Déficit alimentaire, -Exode rural et migration, -Dépendance de l'extérieur. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des plaines et bas-fonds, -Réseau hydrographique dense et favorable aux aménagements 	<u>Agriculture</u>
Insécurité alimentaire,	<ul style="list-style-type: none"> -Aléas climatiques, -Dégradation du potentiel productif, -Elévation des prix de céréales. 	<ul style="list-style-type: none"> -Dégradation du statut nutritionnel des enfants de 0 a 5 ans et des femmes, -Famine, -Déplacement des bras valides. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité d'énormes terres agricoles, -Population majoritairement jeune, -Objectif majeur de la politique agricole du Mali, -Existence d'expériences de gestion des BC et MA. 	<u>Agriculture</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Existence de conflits entre agriculteurs et éleveurs	-Réduction significative des terres viables, -Difficile accès à la terre par les personnes démunies, -Manque de dialogue entre agriculteurs et éleveurs, -Non respect des textes et lois en GRN.	-Dégâts impressionnants sur les ressources agro pastorales, -Insécurité sociale, -Détérioration de la cohésion sociale.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	-Existence de la charte pastorale et la loi d'orientation agricole, -Existence des cadres de concertation au niveau communal et intercommunal, -Existence des conventions locales.	<u>Agriculture</u>
Faible couverture sanitaire des animaux,	-Insuffisance d'infrastructure pour la santé animale, -Insuffisance d'encadrement des éleveurs, -Inorganisation des éleveurs.	-Perte énorme de têtes, -Faible productivité (viande et lait), -Exposition des populations aux maladies.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	-PADESO, -Existence d'Agents techniques.	<u>Elevage</u>
Insuffisance d'eau et mode d'élevage extensif.	-Aléas climatiques, -Insuffisance de puits pastoraux et d'aménagement, -Manque d'information et de sensibilisation sur l'embouche Insuffisance de pâturage.	-Faible productivité (viande et lait), -Faible croissance des revenus, -Faible couverture sanitaire des animaux.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	-PADESO, -Présence d'Agents techniques	<u>Elevage</u>
Difficile accès aux soins de santé	-Mauvaise répartition des infrastructures existantes, -Sous équipement des centres de santé existant, -Enclavement interne du CPCD.	-Fréquence des maladies, -Taux de mortalité élevé, -Fréquence de malnutrition, -Frais de médicament élevé	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Apport considérable des migrants dans le domaine de la santé, Existence de programmes nationaux.	<u>Santé</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Insuffisance de personnel sanitaire qualifié	-Forte concentration des médecins a Kayes, -Faible accroissement des budgets liés a la santé, -Insuffisance de moyen financier du monde rural.	-Déficit de prise en charge des malades, -Usage assez répandu de la médecine traditionnelle et des « pharmacies Par terre».	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence de la politique nationale de santé, -Amorce de l'installation des privés.	<u>Santé</u>
Absence d'action concertée dans le domaine de la santé	-Manque d'élaboration de la carte sanitaire du CPCD, -Manque de mise en cohérence des actions de santé	-Manque de synergies d'actions entre les compétences et structures existantes	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence de cadres de concertation au niveau communal et intercommunal, -Appartenance des 6 communes à un même cercle (un même CSréf)	<u>Santé</u>
Insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures adaptés pour la petite enfance	-Phénomène urbain, peu de valorisation au niveau rural, -Absence d'initiatives privées.	-Faible couverture de l'enseignement préscolaire, -Faible taux d'enfants scolarisés.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Le croît démographique très fort des enfants en âge de fréquenter le préscolaire.	<u>Education</u>
Absence d'infrastructure pour l'éducation non formelle (CA, CED)	-La non prise en compte des besoins variés des personnes isolées, défavorisées et exclues de la société, -Absence de politique de pérennisation des actions d'alphabétisation, -Mauvaise perception de la notion d'éducation de base par les élus.	-Manque d'amélioration des conditions de vie des analphabètes, Persistance de l'analphabétisme, -Retard dans la mise en œuvre des projets/programme de développement.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence de politiques en la matière et la disponibilité des partenaires techniques et financiers à accompagner les efforts.	<u>Education</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Insuffisance du personnel enseignant qualifié	-Manque de qualification de certains enseignants (peu instruit), -Institution de la corruption lors du recrutement des enseignants, -Création anarchique des écoles.	-Faible niveau des élèves, -Paresse des élèves, -Dégradation du système éducatif.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Programme Décennal de Développement de l'Education, -Motivation des migrants, -Engouement de la population pour l'amélioration de l'éducation.	<u>Education</u>
Manque d'enseignant pour certaines matières au second cycle	-Bas salaire des enseignants, -La réduction de la capacité de l'État à financer les services publics et à les doter suffisamment de personnel, en particulier dans le secteur de l'éducation, -Insuffisance d'enseignants qualifiés sur le marché de l'emploi	-Réduction des matières au second cycle, -Carence dans la formation des élèves, -Abandon des écoles de la zone au profit de celles de la ville	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Programme Décennal de Développement de l'Education -Motivation des migrants, -Engouement de la population pour l'amélioration de l'éducation.	<u>Education</u>
Faible couverture des besoins en eau potable	-Insuffisance de points d'eau modernes, -Mauvaise organisation des usagers d'eau (manque d'entretien et de la maintenance), -Méconnaissance de la bonne gouvernance de l'eau, -Coût élevé de la réalisation des points d'eau modernes.	-Mauvaises conditions d'hygiène, -Longue attente autour des points d'eau, -Prolifération de plusieurs maladies hydriques, -Conflits autour des points d'eau.	Kolimbine, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence de politiques en la matière et la disponibilité de quelques partenaires techniques et financiers à accompagner les efforts, -Fort engagement des migrants de France (ACDS).	<u>Hydraulique</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Existence de problèmes d'hygiène et la prévalence de maladies d'origine hydrique	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des investissements dans ce domaine, -La faible prise de conscience des populations en matière d'assainissement et des maladies d'origine hydrique, -Insuffisance d'information des populations sur les maladies liées à l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Insalubrité publique, -Prolifération des moustiques et mouches, -Fréquence de maladies hydriques, - Utilisation de gros moyens dans la santé, -Fréquence de la mortalité. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	<ul style="list-style-type: none"> -La prise en compte de manière de plus en plus significative du volet assainissement dans les programmes d'investissement publics (politique nationale) 	<u>Hydraulique</u>
L'impraticabilité des pistes existantes en saison pluvieuse et passage difficile sur les cours d'eau en saison sèche	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'initiatives d'aménagement des pistes, -Densité du réseau hydrographique, -Insuffisance de radiers. 	<ul style="list-style-type: none"> -Enclavement des villages pendant la saison pluvieuse, -Rupture temporaire des liens socio économiques, -Difficultés d'accès aux soins de santé, -Coût de transport par Kg/km plus cher. 	Kolimbine, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'une direction régionale des routes. 	<u>Transport routier</u>
Dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> -Exploitation irrationnelle des ressources naturelles (défrichements, -Déforestation, -Surpâturage et autres travaux, -Changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> -La dégradation du cadre de vie des populations, -La perte de la biodiversité -Du déficit à la penderie d'eau, -Dégradation des sols, -Dégradation du couvert végétal, -Désertification. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	<ul style="list-style-type: none"> -Services techniques des Eaux et Forêts à Kayes, -Existence d'un Agent des eaux et forêt basé à Ségala, -Initiatives d'élaboration des conventions locales, -Politique étatique favorable. 	<u>Environnement</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	Secteurs /sous secteur
Insuffisance organisationnelle des exploitants des ressources forestières	-Analphabétisme, -Manque d'encadrement technique, -Insuffisance d'information et de sensibilisation sur la GRN	-Exploitation irrationnelle des ressources, -Peu de bénéficiaires	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence des ressources forestières	<u>Environnement</u>
Manque de politique de gestion concertée du Lac Magui et de la mare Doro	-Mauvaise perception de l'appartenance collective du lac et de ses ressources, -Peu d'initiatives de concertation autour de l'exploitation du lac.	-Malentendus ponctuel entre populations de villages riverains, -Désordre perceptible dans l'exploitation des ressources, -Dégradation.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Textes et lois de GRN, -Existence du CPCD, -Existence de l'ONG Donko	<u>Environnement</u>
Mauvaise gestion des crédits bénéficiés auprès des CVECA	-Analphabétisme, -Assistance financière des migrants (tue les initiatives au niveau local), -Absence de partenariat entre les structures intervenants et les communes.	-Fermeture des caisses dans certains villages, -Difficulté de recouvrement	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence des opérateurs (CAMIDE et KONDO Djiguima), -Localisation d'une agence inter cercle du CAMIDE à Ségala.	<u>Economie Locale</u>
Faible promotion des activités génératrices de revenus	-Insuffisance d'organisation, -Insuffisance d'encadrement, -Sous équipement, -Esprit entrepreneurial peu développé	-Faible mobilisation des ressources financières, -Accentuation de l'assistanat des migrants Insuffisance de revenus.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Existence de la main d'œuvre et des dispositifs de micro finance	<u>Economie locale</u>
Faible organisation du secteur touristique	-Manque d'appropriation locale, -Insuffisance d'initiative en matière de tourisme, -Insuffisance d'implication du secteur privé.	-Faible développement du tourisme	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	-Forte motivation des migrants, -Les acquis du projet de tourisme (PARAD Koniakari) intérêt pour des publics européens,	<u>Tourisme</u>

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Potentiel local disponible pour la solution du problème	<u>Secteurs /sous secteur</u>
Faible capacités des élus municipaux et du personnel communal	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de formation, -Difficile mobilisation des ressources financières des collectivités, -Insuffisance des ressources humaines qualifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Incohérence dans la mise en œuvre des projets de développement local, -Insuffisance de participation au dialogue sur les politiques de développement national, -Sous développement des communes. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	intercommunalité	<u>Gouvernance locale</u>

Tableau : Contraintes prioritaires relevant de la compétence de l'intercommunalité et l'identification de solutions :

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Solutions envisagées	Période de réalisation
Baisse de la production et de la productivité	-Dégradation des sols, -Mauvaise répartition de la pluie dans le temps et dans l'espace, -Insuffisance de semences améliorées, -Présence des prédateurs, -Faible d'organisation des paysans.	-Pauvreté des populations, -Déficit alimentaire, -Exode rural et migration, -Dépendance de l'extérieur.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	Augmenter la production et la productivité agricole	2012-2016
Insécurité alimentaire	-Aléas climatiques, -Dégradation du potentiel productif, -Elévation des prix de céréales.	-Dégradation du statut nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans et des femmes, -Famine, -Déplacement des bras valides.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	Contribuer à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments	2012-2016
Existence de conflits entre agriculteurs et éleveurs	-Réduction significative des terres viables, -Difficile accès à la terre par les personnes démunies, -Manque de dialogue entre agriculteurs et éleveurs, -Non respect des textes et lois en GRN.	-Dégâts impressionnants sur les ressources agro pastorales, -Insécurité sociale, -Détérioration de la cohésion sociale.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	Elaborer un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs	2013-2016
Faible couverture sanitaire des animaux,	-Insuffisance d'infrastructure pour la santé animale, -Insuffisance d'encadrement des éleveurs, -Inorganisation des éleveurs.	-Perte énorme de têtes, -Faible productivité (viande et lait), -Exposition des populations aux maladies.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	Augmenter le taux de couverture sanitaire du cheptel	2013-2016

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Solutions envisagées	Période de réalisation
Insuffisance d'eau et mode d'élevage extensif.	-Aléas climatiques, -Insuffisance de puits pastoraux et d'aménagement, -Manque d'information et de sensibilisation sur l'embouche.	-Faible productivité (viande et lait), -Faible croissance des revenus, -Faible couverture sanitaire des animaux.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou.	Faciliter l'abreuvement des animaux et Développer l'embouche bovine et ovine.	2013-2016
Difficile accès aux soins de santé	-Mauvaise répartition des infrastructures existantes, -Sous équipement des centres de santé existant, -Enclavement interne du CPCD.	-Fréquence des maladies, -Taux de mortalité élevé, Fréquence de malnutrition, -Frais de médicament élevé	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Faciliter l'accès des populations aux soins de santé primaires	2013-2016
Insuffisance de personnel sanitaire qualifié	-Forte concentration des médecins à Kayes, -Faible accroissement des budgets liés à la santé, -Insuffisance de moyen financier du monde rural.	-Déficit de prise en charge des malades, -Usage assez répandu de la médecine traditionnelle et des « pharmacies par terre».	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Renforcer les capacités du personnel de santé et recruter de nouvelles compétences	2013-2016
Absence d'action concertée dans le domaine de la santé	-Manque d'élaboration de la carte sanitaire du CPCD, -Manque de mise en cohérence des actions de santé	-Manque de synergies d'actions entre les compétences et structures existantes	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Instaurer, harmoniser et animer un cadre d'échange entre acteurs œuvrant dans la santé	2012-2016
Insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures adaptés pour la petite enfance	-Phénomène urbain, peu de valorisation au niveau rural, -Absence d'initiatives privées.	-Faible couverture de l'enseignement préscolaire, -Faible taux d'enfants scolarisés.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Promouvoir les initiatives en matière d'enseignement préscolaire	2012-2016

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Solutions envisagées	Période de réalisation
Absence d'infrastructure pour l'éducation non formelle (CA, CED)	-La non prise en compte les besoins variés des personnes isolées, défavorisées et exclues de la société, -Absence de politique de pérennisation des actions d'alphabétisation, -Mauvaise perception de la notion d'éducation de base par les élus.	-Manque d'amélioration des conditions de vie des analphabètes, -Persistance de l'analphabétisme, -Retard dans la mise en œuvre des projets/programme de développement.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des jeunes de façon durable	2012-2016
Insuffisance du personnel enseignant qualifié	-Manque de qualification de certains enseignants (peu instruit), -Institution de la corruption lors du recrutement des enseignants, -Création anarchique des écoles.	Faible niveau des élèves, Paresse des élèves, Dégradation du système éducatif.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Poursuivre les efforts d'amélioration de l'enseignement fondamentale	2012-2016
Manque d'enseignant pour certaines matières au second cycle	-Bas salaire des enseignants, -La réduction de la capacité de l'État à financer les services publics et à les doter suffisamment de personnel en particulier dans le secteur de l'éducation, -Insuffisance d'enseignants qualifiés sur le marché de l'emploi	-Réduction des matières au second cycle, -Carence dans la formation des élèves, -Abandon des écoles de la zone au profil de celles de la ville	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Poursuivre les efforts d'amélioration de l'enseignement fondamentale	2012-2016
Faible couverture des besoins en eau potable	-Insuffisance de points d'eau modernes, -Mauvaise organisation des usagers d'eau (manque d'entretien et de la maintenance),	-Mauvaises conditions d'hygiène, -Longue attente autour des points d'eau, -Prolifération de plusieurs maladies	Kolimbine, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Améliorer la couverture en eau potable	2012-2016

	-Méconnaissance de la bonne gouvernance de l'eau, -Coût élevé de la réalisation des points d'eau modernes.	hydriques, -Conflits autour des points d'eau.			
Existence de problèmes d'hygiène et la prévalence de maladies d'origine hydrique	-Insuffisance des investissements dans ce domaine, -La faible prise de conscience des populations en matière d'assainissement et des maladies d'origine hydrique, -Insuffisance d'information des populations sur les maladies liées à l'eau	-Insalubrité publique, -Prolifération des moustiques et mouches, -Fréquence de maladies hydriques, -Utilisation de gros moyens dans la santé, -Fréquence de la mortalité.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Promouvoir l'hygiène et assainissement des populations	2012-2016
L'impraticabilité des pistes existantes en saison pluvieuse et passage difficile sur les cours d'eau en saison sèche	-Insuffisance d'initiatives d'aménagement des pistes, -Densité du réseau hydrographique, -Insuffisance de radiers.	-Enclavement des villages pendant la saison pluvieuse, -Rupture temporaire des liens socio économiques, -Difficultés d'accès aux soins de santé, -Coût de transport par Kg/km plus cher.	Kolimbine, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Contribuer au désenclavement de l'intercommunalité	2012-2016
Dégradation de l'environnement	-Exploitation irrationnelle des ressources naturelles (défrichements, déforestation, -Surpâturage et autres travaux, -Changement climatique.	-La dégradation du cadre de vie des populations, -La perte de la biodiversité, -Du déficit à la penderie d'eau, -Dégradation des sols, -Dégradation du couvert végétal, -Désertisation.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Protéger et restaurer les ressources naturelles en améliorant la connaissance, l'information, la gestion et le renforcement des capacités des acteurs	2012-2016

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Solutions envisagées	Période de réalisation
Insuffisance organisationnelle des exploitants des ressources forestières	-Analphabétisme, -Manque d'encadrement technique, -Insuffisance d'information et de sensibilisation sur la GRN	-Exploitation irrationnelle des ressources, -Peu de bénéfiques	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Structurer et renforcer les capacités des exploitants	2013-2016
Manque de politique de gestion concertée du Lac Magui et de la mare Doro	-Mauvaise perception de l'appartenance collective du lac et de ses ressources, -Peu d'initiatives de concertation autour de l'exploitation du lac.	-Malentendus ponctuel entre populations de villages riverains, -Désordre perceptible dans l'exploitation des ressources, -Dégradation	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Contribuer à la définition de politiques et orientations en matière de gestion du lac Magui et de la mare Doro	2012-2016
Mauvaise gestion des crédits bénéficiés auprès des CVECA	-Analphabétisme, -Assistance financière des migrants (tue les initiatives au niveau local), -Absence de partenariat entre les structures intervenants et les communes.	-Fermeture des caisses dans certains villages, -Difficulté de recouvrement	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Etablir et promouvoir des relations de partenariat entre élus, structures de micro finance et migrants	2012-2016
Faible promotion des activités génératrices de revenus	-Insuffisance d'organisation, -Insuffisance d'encadrement, -Sous équipement, -Esprit entrepreneurial peu développé	-Faible mobilisation des ressources financières, -Accentuation de l'assistanat des migrants Insuffisance de revenus.	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Diversifier les activités génératrices de revenus (AGR) et renforcer la capacité organisationnelle et de négociation des producteurs à travers la formation et l'appui conseil	2013-2016
Faible organisation du secteur touristique	-Manque d'appropriation locale, -Insuffisance d'initiative en matière de tourisme, -L'insuffisance d'implication du secteur privé	-Faible développement du tourisme	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Renforcer les initiatives existantes et élargir les actions à l'échelle intercommunale	2013-2016

Problèmes/contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Nom des communes concernées par le problème	Solutions envisagées	<u>Période de réalisation</u>
Faible capacités des élus municipaux et du personnel communal	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de formation, -Difficile mobilisation des ressources financières des collectivités, -Insuffisance des ressources humaines qualifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> -Incohérence dans la mise en œuvre des projets de développement local, -Insuffisance de participation au dialogue sur les politiques de développement national, -Sous développement des communes. 	Kolimbine, Koniakary, Marena Diombougou, Marintoumania, Segala et Sero Diamanou	Renforcer les capacités des élus municipaux et du personnel communal	<u>2012-2016</u>

*Les
orientations
stratégiques et
les objectifs de
développement
du Comité de
Pilotage des
Communes du
Diombougou*

L'analyse des contraintes/problèmes des principaux sous secteurs fait ressortir les problématiques suivantes :

- La dégradation continue des ressources naturelles (déforestation, ravinement poussé, pauvreté des sols) ;
- La baisse de la production et de la productivité agricole ;
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs,
- La faible couverture sanitaire des animaux,
- Le sous développement des secteurs sociaux (éducation, santé, hydraulique)

La problématique globale de l'intercommunalité qui se dégage est donc ***une détérioration de l'environnement et une insuffisance d'amélioration des conditions socio économiques.***

Les orientations

Vision du CPCD à long terme :

Le CPCD a pour vision l'amélioration de ses conditions socio économiques et environnementales par un plaidoyer dynamique envers les partenaires au développement et la coopération décentralisée.

Sur le plan social, les défis à relever sont immenses :

- * L'augmentation de la production et la productivité agricole,
- * La contribution à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments,
- * L'élaboration d'un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs,
- * La facilitation de l'accès aux soins de santé primaires et l'amélioration de la situation du personnel sanitaire qualifié,
- * L'instauration, harmonisation et animation d'un cadre d'échange en matière de santé des populations,
- * La poursuite des efforts d'amélioration des enseignements préscolaire, fondamental et de l'alphabétisation,
- * L'amélioration de la couverture en eau potable et la promotion des conditions d'hygiène et assainissement des populations,
- * La promotion des AGR

Sur le plan environnemental, le défi demeure la protection et la restauration des ressources naturelles par la mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique.

Mission de l'intercommunalité :

Il s'agit d'améliorer les conditions socio économiques de la population à travers la protection/restauration de l'environnement, l'augmentation significative de la production agro sylvo pastorale, la consolidation de la décentralisation et la bonne gouvernance. Les objectifs spécifiques à court, moyen et long terme de la commune sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Les orientations stratégiques et les objectifs de développement du CPCD:

Axes stratégiques	Priorités/problèmes majeurs identifiés	Objectifs généraux	Objectifs spécifiques
Amélioration de l'auto suffisance alimentaire	Baisse de la production et de la productivité agricole	Augmentation de la production et la productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des ouvrages hydro agricoles, - Former les producteurs en techniques culturales et en conservation des eaux et sols (CES), - Organiser les producteurs en coopérative agricole et dotation en matériels agricoles et semences améliorées - Former les producteurs en technique de décrue et de production maraîchère. - Appuyer les projets de femmes dans le cadre du maraîchage
	Insécurité alimentaire	Contribution à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'accès aux céréales en toute saison par la création des banques de céréales - Renforcer la capacité des acteurs et promouvoir une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire, - Renforcer la synergie d'action entre migrants et population locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.
	Existence de conflits entre agriculteurs et éleveurs	Elaboration d'un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une convention intercommunale de GRN, - Diffuser la charte pastorale et la loi d'orientation agricole, - Informer et sensibiliser les acteurs sur les risques et conséquences des conflits.
Promotion de l'élevage	Faible couverture sanitaire des animaux,	Augmentation du taux de couverture sanitaire du cheptel	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les campagnes de vaccination des animaux, - Réaliser et équiper 6 infrastructures sanitaires, - Informer et sensibiliser les éleveurs sur les risques de maladies chez les animaux, - Former les hygiénistes vétérinaires communaux.
	Insuffisance d'eau et du mode d'élevage extensif.	Facilitation de l'abreuvement des animaux et développement de l'embouche bovine et ovine.	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser 6 puits pastoraux, - Valoriser le lac Magui et la mare Doro en matière d'abreuvement des animaux - Promouvoir l'embouche (ovine et bovine), - Structurer et renforcer les coopératives d'éleveurs

Les orientations stratégiques et les objectifs de développement du CPCD (suite):

Axes stratégiques	Priorités/problèmes majeurs identifiés	Objectifs généraux	Objectifs spécifiques
Amélioration de l'accès aux services de santé, la performance du système de santé et l'accessibilité et l'efficacité	Difficile accès aux soins de santé	Facilitation de l'accès aux soins de santé primaires	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper 2 centres de santé d'envergure intercommunale, - Améliorer les soins de santé des infrastructures existantes (formation, équipement) - Poursuivre la lutte contre le VIH SIDA, le paludisme et les maladies hydriques
	Insuffisance de personnel sanitaire qualifié	Renforcement des capacités du personnel de santé et recrutement de nouvelles compétences	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel sanitaire qualifié, - Assurer la formation continue du personnel sanitaire - Mener des actions de plaidoyer auprès du conseil de cercle pour un accompagnement du CSréf- Kayes
	Absence d'action concertée dans le domaine de la santé	Instauration, harmonisation et animation d'un cadre d'échange en matière de santé des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration, harmoniser et animer un cadre d'échange en matière de santé, - Organiser des journées intercommunales de santé - Former des organisations de femmes sur les questions de la santé de la reproduction et de l'assainissement
Assurance de la qualité, l'équité et l'efficacité du système éducatif	Insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures adaptés pour la petite enfance	Promotion des initiatives en matière d'enseignement préscolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Construire 3 jardins d'enfants adaptés, - Recruter des moniteurs qualifiés, - Inciter l'intérêt de la promotion de l'enseignement préscolaire
	Absence d'infrastructure pour l'éducation non formelle (CA, CED)	Promotion de l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des jeunes de façon durable	<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper des centres d'alpha et CED, - Inciter les élus et les populations locales à l'intérêt de la promotion de l'alphabétisation et le CED, - Accentuer l'animation en faveur de l'alphabétisation des femmes
	Insuffisance du personnel enseignant qualifié	Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter des enseignants qualifiés, - Assurer la formation continue du personnel enseignant.
	Manque d'enseignant pour certaines matières au second cycle	Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental en matière de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> - Partager la problématique avec le conseil de cercle de Kayes, - Plaidoyer pour un recrutement d'enseignants auprès du conseil de cercle, - Plaidoyer pour une formation continue des enseignants du second cycle.

Les orientations stratégiques et les objectifs de développement du CPCD (suite):

Axes stratégiques	Priorités/problèmes majeurs identifiés	Objectifs généraux	Objectifs spécifiques
Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de façon équitable et durable	Faible couverture des besoins en eau potable	Amélioration de la couverture en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les usagers pour une gestion durable des points d'eau, - Structurer et renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gouvernance eau, - Contribuer à réparer les points d'eau non fonctionnels, - Réhabiliter et créer des points d'eau potable
	Existence de problèmes d'hygiène et la prévalence de maladies d'origine hydrique	Promotion des conditions d'hygiène et assainissement des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et assainissement, - Réaliser les infrastructures d'hygiène et assainissement des populations, - Lutter contre les maladies hydriques.
	L'impraticabilité des pistes existantes en saison pluvieuse et passage difficile sur les cours d'eau	Contribution au désenclavement de l'intercommunalité	<ul style="list-style-type: none"> - Aménager les pistes intercommunales - Entretien et réaliser les ouvrages de franchissement sur les cours d'eau
Lutte contre le processus de dégradation des ressources naturelles et la désertification	Dégradation de l'environnement	Protection et restauration des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> - Informer et sensibiliser les populations sur les risques de dégradation de l'environnement, - Former les acteurs sur les textes et lois en matière de GRN, - Eduquer les populations sur la gestion de l'environnement, - Promouvoir les actions de reboisement et de restauration des sols, - Expérimenter l'utilisation des foyers améliorés et de cuisers solaires - Mettre en place et former les commissions de gestion des ressources naturelles.
	Insuffisance organisationnelle des exploitants des ressources forestières	Structuration et renforcement des capacités des exploitants forestiers	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les exploitants des ressources forestières, - Appuyer techniquement les exploitants forestiers, - Organiser des formations sur les textes et lois de la GRN
Promotion d'une croissance accélérée, durable, favorable aux pauvres et créatrice d'emplois et d'activités génératrices de revenus	Mauvaise gestion des crédits bénéficiés auprès des CVECA	Etablissement et promotion des relations de partenariat entre élus, structures de micro finance et migrants	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des rencontres entre les collectivités et les institutions de micro finance présentes en zone CPCD. - Organiser des missions de sensibilisation des migrants sur les enjeux de la micro finance
	Faible promotion des activités génératrices de revenus	Diversification des activités génératrices de revenus et renforcement de la capacité organisationnelle et de négociation des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper les périmètres maraîchers, - Organiser et former les artisans, - Organiser des formations en gestion pour les initiateurs de projets

Les orientations stratégiques et les objectifs de développement du CPCD (suite):

Axes stratégiques	Priorités/problèmes majeurs identifiés	Objectifs généraux	Objectifs spécifiques
	Maque de politique de gestion concertée du Lac Magui et de la mare Doro	Contribution à la définition de politique et orientation en matière de gestion du lac Magui et de la mare Doro	-Organiser un forum sur la gestion concertée des ressources du lac Magui et de la mare de Doro, -Mettre en place un organe intercommunal d'information et de suivi de l'exploitation des 2 sites -Mettre en place un comité de réflexion sur les possibilités d'actions sur les 2 sites
Amélioration de l'apport du tourisme dans la croissance économique	Faible organisation du secteur touristique	Renforcement des initiatives existantes et élargissement des actions à l'échelle intercommunale	-Renforcer les compétences des syndicats d'initiatives touristiques -Initier des rencontres de réflexion sur le développement du tourisme
Développement de la gouvernance	Faible capacités des élus municipaux et du personnel communal	Renforcer les capacités des élus municipaux et du personnel communal	-Former les élus municipaux et le personnel communal des 6 communes du CPCD, -Organiser des voyages d'échanges à l'endroit des acteurs communaux.

Tableau : Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 :

Axes stratégiques	Actions/activités	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	2012	2013	2014	2015	2016
Augmentation de la production et la productivité agricole	Réaliser des ouvrages hydro agricoles,	156 952 950		52317650	52317650	26158825	26158825
	Former les producteurs en techniques culturales et en conservation des eaux et sols (CES),	950 000	950 000				
	Organiser les producteurs en coopérative agricole et dotation en matériels agricoles et semences améliorées	15 000 000	5000000	5000000	5000000		
	Former les producteurs en technique de décru et de production maraîchère.	920 000		460000	460000		
	Appuyer les projets de femmes dans le cadre du maraîchage	30 000 000	10 000 000	15 000 000	5 000 000		
Contribution à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments	Promouvoir l'accès aux céréales en toute saison à travers la création des banques de céréales.	30 000 000	15 000 000	15 000 000			
	Renforcer la capacité des acteurs et promouvoir une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire	1 200 000	600 000	600 000			
	Renforcer la synergie d'action entre migrants et population locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.	3 472 705	2315137	1157568			
Elaboration d'un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs	Elaborer une convention intercommunale de GRN	3 345 500		669 100	892 133	892 133	892 133
	Diffuser la charte pastorale et la loi d'orientation agricole	900 000	300 000	300 000	300 000		
	Informers et sensibiliser les acteurs sur les risques et conséquences des conflits.	600 000	300 000	300 000			
Augmentation du taux de couverture sanitaire du cheptel	Intensifier les campagnes de vaccination des animaux	600 000	100 000	200 000	100 000	100 000	100 000
	Réaliser et équiper 6 infrastructures sanitaires du cheptel	18 000 000	3 000 000	6 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
	Informers et sensibiliser les éleveurs sur les risques de maladies chez les animaux ;	300 000	100 000	100 000	100 000		
	Former les hygiénistes vétérinaires communaux	1 200 000	300 000	600 000	300 000		

Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)

Axes stratégiques	Actions/activités	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	2012	2013	2014	2015	2016
Facilitation de l'abreuvement des animaux et développement de l'embouche bovine et ovine.	Réaliser 6 puits pastoraux	180 000 000		72 000 000	36 000 000	36 000 000	36 000 000
	Valoriser le lac Magui et la mare Doro en matière d'abreuvement des animaux	5 466 850		2 733 425	2 733 425		
	Promouvoir l'embouche bovine et ovine	2 400 000		1 200 000	1 200 000		
	Structurer et renforcer les coopératives d'éleveurs	600 000		300 000	300 000		
Facilitation de l'accès aux soins de santé primaires	Réaliser et équiper 1 centre de santé	35 000 000				35 000 000	
	Améliorer les soins de santé des infrastructures existantes (formation, équipement)	3 200 000	800 000	800 000	800 000	800 000	
	Poursuivre la lutte contre les IST/VIH SIDA, le paludisme et les maladies hydriques	12 000 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
Renforcement des capacités du personnel de santé et recrutement de nouvelles compétences	Recruter le personnel sanitaire de qualifié	900 000			300 000	300 000	300 000
	Assurer la formation continue du personnel sanitaire	6 000 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Mener des actions de plaidoyer auprès du conseil de cercle pour un accompagnement du CSréf- Kayes	300 000	300 000				
Instauration, harmonisation et animation d'un cadre d'échange en matière de santé des populations	Instaurer, harmoniser et animer un cadre d'échange en matière de santé,	1 200 000	240 000	480 000	240 000	240 000	
	Organiser des journées intercommunales de santé	2 810 175	562 035	562 035	562 035	562 035	562 035
	Former des organisations de femmes sur les questions de la santé de la reproduction et de l'assainissement	3 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000		
Promotion des initiatives en matière d'enseignement préscolaire	Construire et équiper 3 jardins d'enfants adaptés	90 000 000		30 000 000	30 000 000	30 000 000	
	Recruter des moniteurs qualifiés	600 000		200 000	200 000	200 000	
	Inciter l'intérêt de la promotion de l'enseignement préscolaire	600 000	200 000	200 000	200 000		

Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)

Axes stratégiques	Actions/activités	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	2012	2013	2014	2015	2016
Promotion de l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des jeunes de façon durable	Construire et équiper 6 centres d'alpha et 4 CED	15 000 000	3 000 000	6 000 000	6 000 000		
	Inciter les élus et les populations locales à l'intérêt de la promotion de l'alphabétisation et le CED	600 000	300 000	300 000			
	Accentuer l'animation en faveur de l'alphabétisation des femmes	900 000	450 000	450 000			
Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental	Recruter des enseignants qualifiés	1 200 000	400 000	400 000	400 000		
	Assurer la formation continue du personnel enseignant.	3 600 000	600 000	1 200 000	600 000	600 000	600 000
Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental en matière de recrutement	Partager la problématique avec le conseil de cercle de Kayes	750 000	750 000				
	Plaidoyer pour un recrutement d'enseignants auprès du conseil de cercle	100 000	100 000				
	Plaidoyer pour une formation continue des enseignants du second cycle.	100 000	100 000				
Amélioration de la couverture en eau potable	Informers et sensibiliser les usagers pour une gestion durable des points d'eau	1 200 000	400 000	400 000	400 000		
	Structurer et renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gouvernance eau	2 000 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
	Contribuer à réparer les points d'eau non fonctionnels	600 000		200 000	200 000	200 000	
	Réhabiliter et créer des points d'eau potable	45 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000		
Promotion des conditions d'hygiène et assainissement des populations	Informers et sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et assainissement,	600 000	600 000				
	Réaliser les infrastructures d'hygiène et assainissement	18 000 000			6 000 000	6 000 000	6 000 000
	Lutter contre les maladies hydriques	3 000 000		1 000 000	1 000 000	1 000 000	

Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)

Axes stratégiques	Actions/activités	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	2012	2013	2014	2015	2016
Contribution au désenclavement de l'intercommunalité	Aménager les pistes intercommunales	150 797 900			50 797 900	50 000 000	50 000 000
	Entretien et réaliser les ouvrages de franchissement sur les cours d'eau	150 000 000			50 000 000	50 000 000	50 000 000
Protection et restauration des ressources naturelles	Informier et sensibiliser les populations sur les risques de dégradation de l'environnement	3 000 000		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
	Former les acteurs sur les textes et lois en matière de GRN	4 800 000		1 600 000	1 600 000	1 600 000	
	Expérimenter l'utilisation des foyers améliorés et de cuiseurs solaires	2 736 000	288000	2160000	288000		
	Promouvoir les actions de reboisement et de restauration les sols	13 127 900		3 281 975	3 281 975	3 281 975	3 281 975
	Eduquer les populations sur la gestion de l'environnement	900 000	300 000	300 000	300 000		
	Mettre en place et former les commissions de gestion des ressources naturelles.	15 000 000	3 000 000	9 000 000	3 000 000		
Structuration et renforcement des capacités des exploitants forestiers	Organiser les exploitants des ressources forestières	600 000	200 000	200 000	200 000		
	Appuyer techniquement les exploitants forestiers	900 000		300 000	300 000	300 000	
	Organiser des formations sur les textes et lois de la GRN	8 000 000		2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Etablissement et promotion des relations de partenariat entre élus, structures de micro finance et migrants	Organiser des rencontres entre les collectivités et les institutions de micro finance présentes en zone CPCD.	2 000 000	500 000	1 000 000	500 000		
	Organiser des missions de sensibilisation des migrants sur les enjeux de la micro finance	1 990 000	1 990 000				
Diversification des activités génératrices de revenus et renforcement de la capacité organisationnelle et de négociation des acteurs	Réaliser et équiper 6 périmètres maraîchers	79 050 000	13 175 000	26 350 000	39 525 000		
	Organiser et former les artisans	2 500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
	Organiser des formations en gestion pour les initiateurs de projets	1 500 000		500 000	1 000 000		

Programmation d'actions et d'investissement quinquennal 2012-2016 (suite)

Axes stratégiques	Actions/activités	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	2012	2013	2014	2015	2016
Contribution à la définition de politique et orientation en matière de gestion du lac Magui et de la mare Doro	Organiser un forum sur la gestion concertée des ressources du lac Magui et de la mare de Doro	3 000 000		3 000 000			
	Mettre en place un organe intercommunal d'information et de suivi de l'exploitation des 2 sites	1 000 000		600 000	133 333	133 333	133 333
	Mettre en place un comité de réflexion sur les possibilités d'actions sur les 2 sites	900 000		300 000	200 000	200 000	200 000
Renforcement des initiatives existantes et élargissement des actions à l'échelle intercommunale	Renforcer les compétences des syndicats d'initiatives touristiques	900 300	300300	300000	300000		
	Initier des rencontres de réflexion sur le développement du tourisme	500 000	200 000	150 000	150 000		
Renforcement des capacités des élus municipaux et du personnel communal	Former les élus municipaux et le personnel communal des 6 communes du CPCD,	12 000 000	2400000	2400000	2400000	2400000	2400000
	Organiser des voyages d'échanges pour les acteurs communaux	6 000 000		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
TOTAL EN F CFA		1 161 370 280	89 620 472	292 571 753	333 581 452	257 968 302	187 628 302
TOTAL EN EURO		1 770 498	136 626	446 023	508 542	393 270	286 038
TAUX		100	8	25	29	22	16

Tableau : Plan de financement du programme quinquennal 2012 - 2016:

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	SOURCE DE FINANCEMENT EN %				
			COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
Augmentation de la production et la productivité agricole	Réaliser des ouvrages hydro agricoles,	156 952 950	10 %	5%	15%		70%
	Former les producteurs en techniques culturales et en CES	950 000				50%	50%
	Organiser les producteurs en coopérative agricole et dotation en matériels agricoles et semences améliorées	15 000 000	5%		20%		75%
	Former les producteurs en technique de décrue et de production maraîchère.	920 000					100%
	Appuyer les projets de femmes dans le cadre du maraîchage	30 000 000	5%		10%		85%
Contribution à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments	Promouvoir l'accès aux céréales en toute saison à travers la création des banques de céréales.	30 000 000	5%	5%	10%		80%
	Renforcer la capacité des acteurs et promouvoir une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire	1 200 000	5%			15%	80%
	Renforcer la synergie d'action entre migrants et population locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.	3 472 705	20%		20%		60%
Elaboration d'un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs	Elaborer une convention intercommunale de GRN	3 345 500	10%				90%
	Diffuser la charte pastorale et la loi d'orientation agricole	900 000	20%				80%
	Informier et sensibiliser les acteurs sur les risques et conséquences des conflits.	600 000	20%				80%
Augmentation du taux de couverture sanitaire du cheptel	Intensifier les campagnes de vaccination des animaux	600 000	5%	10%		85%	
	Réaliser et équiper 6 infrastructures sanitaires du cheptel	18 000 000	10%	5%	10%	25%	50%
	Informier et sensibiliser les éleveurs sur les risques de maladies chez les animaux ;	300 000	50%			50%	
	Former les hygiénistes vétérinaires communaux	1 200 000	50%			50%	

Plan de financement du programme quinquennal 2012 – 2016 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	COUTS STIMATIFS EN FRANCS CFA	SOURCE DE FINANCEMENT EN %				
			COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
Facilitation de l'abreuvement des animaux et développement de l'embouche bovine et ovine.	Réaliser 6 puits pastoraux	180 000 000			5%	15%	80%
	Valoriser le lac Magui et la mare Doro en matière d'abreuvement des animaux	5 466 850	10%		10%		80%
	Promouvoir l'embouche bovine et ovine	2 400 000					100%
	Structurer et renforcer les coopératives d'éleveurs	600 000	20%				80%
Facilitation de l'accès aux soins de santé primaires	Réaliser et équiper 1 centre de santé intercommunal	35 000 000	10%	5%	20%		65%
	Améliorer les soins de santé des infrastructures existantes (formation, équipement)	3 200 000	15%		20%		65%
	Poursuivre la lutte contre les IST/VIH SIDA, le paludisme et les maladies hydriques	12 000 000				10%	90%
Renforcement des capacités du personnel de santé et recrutement de nouvelles compétences	Recruter le personnel sanitaire de qualifié	900 000	90%		10%		
	Assurer la formation continue du personnel sanitaire	6 000 000				50%	50%
	Mener des actions de plaidoyer auprès du conseil de cercle pour un accompagnement du CSréf- Kayes	300 000	100%				
Instauration, harmonisation et animation d'un cadre d'échange en matière de santé des populations	Instaurer, harmoniser et animer un cadre d'échange en matière de santé,	1 200 000	50%			50%	
	Organiser des journées intercommunales de santé	2 810 175	10%				90%
	Former des organisations de femmes sur les questions de la santé de la reproduction et de l'assainissement	3 000 000				10%	90%
Promotion des initiatives en matière d'enseignement préscolaire	Construire et équiper 3 jardins d'enfants adaptés	90 000 000			5%	15%	80%
	Recruter des moniteurs qualifiés	600 000	90%			10%	
	Inciter l'intérêt de la promotion de l'enseignement préscolaire	600 000	100%				

Plan de financement du programme quinquennal 2012 – 2016 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS FRANCS EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN %				
			COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
Promotion de l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des jeunes de façon durable	Construire et équiper 6 centres d'alpha et 4 CED	15 000 000	20%	10%			70%
	Inciter les élus et les populations locales à l'intérêt de la promotion de l'alphabétisation et le CED	600 000	20%				80%
	Accentuer l'animation en faveur de l'alphabétisation des femmes	900 000	20%				80%
Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental	Recruter des enseignants qualifiés	1 200 000	20%		20%		60%
	Assurer la formation continue du personnel enseignant.	3 600 000	20%			20%	60%
Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental en matière de recrutement	Partager la problématique avec le conseil de cercle de Kayes	750 000	80%		20%		
	Plaidoyer pour un recrutement d'enseignants auprès du conseil de cercle	100 000	100%				
	Plaidoyer pour une formation continue des enseignants du second cycle.	100 000	100%				
Amélioration de la couverture en eau potable	Informier et sensibiliser les usagers pour une gestion durable des points d'eau	1 200 000			50%		50%
	Structurer et renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gouvernance eau	2 000 000	5%		10%		85%
	Contribuer à réparer les points d'eau non fonctionnels	600 000	35%	15%	50%		
	Réhabiliter et créer des points d'eau potable	45 000 000			80%		20%
Promotion des conditions d'hygiène et assainissement des populations	Informier et sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et assainissement,	600 000	20%		30%		50%
	Réaliser les infrastructures d'hygiène et assainissement	18 000 000			10%		90%
	Lutter contre les maladies hydriques	3 000 000	25%			25%	50%

Plan de financement du programme quinquennal 2012 – 2016 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	SOURCE DE FINANCEMENT EN %				
			COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
Contribution au désenclavement de l'intercommunalité	Aménager les pistes intercommunales	150 797 900		5%	5%	15%	75%
	Entretien et réaliser les ouvrages de franchissement sur les cours d'eau	150 000 000	10%	5%	5%		80%
Protection et restauration des ressources naturelles	Informier et sensibiliser les populations sur les risques de dégradation de l'environnement	3 000 000	10%			15%	75%
	Former les acteurs sur les textes et lois en matière de GRN	4 800 000	10%			15%	75%
	Expérimenter l'utilisation des foyers améliorés et de cuiseurs solaires	2 736 000			10%		90%
	Promouvoir les actions de reboisement et de restauration des sols	13 127 900	5%		15%		80%
	Eduquer les populations sur la gestion de l'environnement	900 000	50%				50%
	Mettre en place et former les commissions de gestion des ressources naturelles.	15 000 000	5%				95%
Structuration et renforcement des capacités des exploitants forestiers	Organiser les exploitants des ressources forestières	600 000	100%				
	Appuyer techniquement les exploitants forestiers	900 000	5%				95%
	Organiser des formations sur les textes et lois de la GRN	8 000 000	20%				80%
Etablissement et promotion des relations de partenariat entre élus, structures de micro finance et migrants	Organiser des rencontres entre les collectivités et les institutions de micro finance présentes en zone CPCD.	2 000 000					100%
	Organiser des missions de sensibilisation des migrants sur les enjeux de la micro finance	1 990 000			50%		50%
Diversification des activités génératrices de revenus et renforcement de la capacité organisationnelle et de négociation des acteurs	Réaliser et équiper 6 périmètres maraîchers	79 050 000	5%		10%		85%
	Organiser et former les artisans	2 500 000	20%				80%
	Organiser des formations en gestion pour les initiateurs de projets	1 500 000	5%				95%

Plan de financement du programme quinquennal 2012 - 2016 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS EN FRANCS CFA	SOURCE DE FINANCEMENT EN %				
			COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
Contribution à la définition de politique et orientation en matière de gestion du lac Magui et de la mare Doro	Organiser un forum sur la gestion concertée des ressources du lac Magui et de la mare de Doro	3 000 000	10%				90%
	Mettre en place un organe intercommunal d'information et de suivi de l'exploitation des 2 sites	1 000 000	20%				80%
	Mettre en place un comité de réflexion sur les possibilités d'actions sur les 2 sites	900 000	20%				80%
Renforcement des initiatives existantes et élargissement des actions à l'échelle intercommunale	Renforcer les compétences des syndicats d'initiatives touristiques	900 300	5%			15%	80%
	Initier des rencontres de réflexion sur le développement du tourisme	500 000	50%				50%
Renforcement des capacités des élus municipaux et du personnel communal	Former les élus municipaux et le personnel communal des 6 communes du CPCD,	12 000 000	5%			25%	70%
	Organiser des voyages d'échanges pour les acteurs communaux	6 000 000	25%		25%		50%
TOTAL EN FRANCS CFA		1 161 370 280	64 915 999	28 687 543	123 966 849	80469730	863 330 161
TOTAL EN EURO		1 770 498	98 964	43 734	188 986	122675	1 316 138
TAUX		100	6	2	11	7	74

Tableau : Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016:

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Réaliser des ouvrages hydro agricoles,</i>	156 952 950	15 695 295	7 847 648	23 542 943		109 867 065
<i>Former les producteurs en techniques culturales et en conservation des eaux et sols (CES)</i>	950 000				475 000	475 000
<i>Organiser les producteurs en coopérative agricole et dotation en matériels agricoles et semences améliorées</i>	15 000 000	750 000		3 000 000,00		11 250 000,00
<i>Former les producteurs en technique de décrue et de production maraîchère.</i>	920 000					920 000,00
<i>Appuyer les projets de femmes dans le cadre du maraîchage</i>	30 000 000	1 500 000,00		3 000 000,00		25 500 000,00
<i>Promouvoir l'accès aux céréales en toute saison à travers la création des banques de céréales.</i>	30 000 000	1 500 000,00	1 500 000,00	3 000 000,00		24 000 000,00
<i>Renforcer la capacité des acteurs et promouvoir une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire</i>	1 200 000	60 000			180 000	960 000
<i>Renforcer la synergie d'action entre migrants et population locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.</i>	3 472 705	694 541		694 541		2 083 623
<i>Elaborer une convention intercommunale de GRN</i>	3 345 500	334 550				3 010 950
<i>Diffuser la charte pastorale et la loi d'orientation agricole</i>	900 000	180 000				720 000

Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016 (suite):

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Informer et sensibiliser les acteurs sur les risques et conséquences des conflits.</i>	600 000	120 000				480 000
<i>Intensifier les campagnes de vaccination des animaux</i>	600 000	30 000	60 000		510 000	
<i>Réaliser et équiper 6 infrastructures sanitaires du cheptel</i>	18 000 000	1 800 000	900 000	1 800 000	4 500 000	9 000 000
<i>Informer et sensibiliser les éleveurs sur les risques de maladies chez les animaux ;</i>	300 000	150 000			150 000	
<i>Former les hygiénistes vétérinaires communaux</i>	1 200 000	600 000			600 000	
<i>Réaliser 6 puits pastoraux</i>	180 000 000			9 000 000	27 000 000	144 000 000
<i>Valoriser le lac Magui et la mare Doro en matière d'abreuvement des animaux</i>	5 466 850	546 685		546 685		4 373 480
<i>Promouvoir l'embouche bovine et ovine</i>	2 400 000					2 400 000
<i>Structurer et renforcer les coopératives d'éleveurs</i>	600 000	120 000				480 000
<i>Réaliser et équiper 1 centre de santé intercommunal</i>	35 000 000	3 500 000	1 750 000	7 000 000		22 750 000
<i>Améliorer les soins de santé des infrastructures existantes (formation, équipement)</i>	3 200 000	480 000		640 000		2 080 000
<i>Poursuivre la lutte contre les IST/VIH SIDA, le paludisme et les maladies hydriques</i>	12 000 000				1 200 000	10 800 000
<i>Recruter le personnel sanitaire de qualifié</i>	900 000	810 000		90 000		

Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016 (suite):

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Assurer la formation continue du personnel sanitaire</i>	6 000 000				3 000 000	3 000 000
<i>Mener des actions de plaidoyer auprès du conseil de cercle pour un accompagnement du CSréf-Kayes</i>	300 000	300 000				
<i>Instaurer, harmoniser et animer un cadre d'échange en matière de santé,</i>	1 200 000	600 000			600 000	
<i>Organiser des journées intercommunales de santé</i>	2 810 175	281 018				2 529 158
<i>Former des organisations de femmes sur les questions de la santé de la reproduction et de l'assainissement</i>	3 000 000				300 000	2 700 000
<i>Construire et équiper 3 jardins d'enfants adaptés</i>	90 000 000			4 500 000	13 500 000	72 000 000
<i>Recruter des moniteurs qualifiés</i>	600 000	540 000			60 000	
<i>Inciter l'intérêt de la promotion de l'enseignement préscolaire</i>	600 000	600 000				
<i>Construire et équiper 6 centres d'alpha et 4 CED</i>	15 000 000	3 000 000	1 500 000			10 500 000
<i>Inciter les élus et les populations locales à l'intérêt de la promotion de l'alphabétisation et le CED</i>	600 000	120 000				480 000
<i>Accentuer l'animation en faveur de l'alphabétisation des femmes</i>	900 000	180 000				720 000
<i>Recruter des enseignants qualifiés</i>	1 200 000	240 000		240 000		720 000
<i>Assurer la formation continue du personnel enseignant.</i>	3 600 000	720 000			720 000	2 160 000

Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 – 2016 (suite):

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Partager la problématique avec le conseil de cercle de Kayes</i>	750 000	600 000		150 000		
<i>Plaidoyer pour un recrutement d'enseignants auprès du conseil de cercle</i>	100 000	100 000				
<i>Plaidoyer pour une formation continue des enseignants du second cycle.</i>	100 000	100 000				
<i>Informier et sensibiliser les usagers pour une gestion durable des points d'eau</i>	1 200 000			600 000		600 000
<i>Structurer et renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gouvernance eau</i>	2 000 000	100 000		200 000		1 700 000
<i>Contribuer à réparer les points d'eau non fonctionnels</i>	600 000	210 000	90 000	300 000		
<i>Réhabiliter et créer des points d'eau potable</i>	45 000 000			36 000 000		9 000 000
<i>Informier et sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et assainissement,</i>	600 000	120 000		180 000		300 000
<i>Réaliser les infrastructures d'hygiène et assainissement</i>	18 000 000			1 800 000		16 200 000
<i>Lutter contre les maladies hydriques</i>	3 000 000	750 000			750 000	1 500 000
<i>Aménager les pistes intercommunales</i>	150 797 900		7 539 895	7 539 895	22 619 685	113 098 425
<i>Entretenir et réaliser les ouvrages de franchissement sur les cours d'eau</i>	150 000 000	15 000 000	7 500 000	7 500 000		120 000 000

Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016 (suite):

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Informer et sensibiliser les populations sur les risques de dégradation de l'environnement</i>	3 000 000	300 000			450 000	2 250 000
<i>Former les acteurs sur les textes et lois en matière de GRN</i>	4 800 000	480 000			720 000	3 600 000
<i>Expérimenter l'utilisation des foyers améliorés et de cuiseurs solaires</i>	2 736 000			273 600		2 462 400
<i>Promouvoir les actions de reboisement et de restauration des sols</i>	13 127 900	656 395		1 969 185		10 502 320
<i>Eduquer les populations sur la gestion de l'environnement</i>	900 000	450 000				450 000
<i>Mettre en place et former les commissions de gestion des ressources naturelles.</i>	15 000 000	750 000				14 250 000
<i>Organiser les exploitants des ressources forestières</i>	600 000	600 000				
<i>Appuyer techniquement les exploitants forestiers</i>	900 000	45 000				855 000
<i>Organiser des formations sur les textes et lois de la GRN</i>	8 000 000	1 600 000				6 400 000
<i>Organiser des rencontres entre les collectivités et les institutions de micro finance présentes en zone CPCD.</i>	2 000 000					2 000 000
<i>Organiser des missions de sensibilisation des migrants sur les enjeux de la micro finance</i>	1 990 000			995 000		995 000

Sources de financement en francs CFA du programme quinquennal 2012 - 2016 (suite):

ACTIONS/ACTIVITES	COUT ESTIMATIF EN CFA	SOURCES DE FINANCEMENT EN FRANCS CFA				
		COMMUNES	VILLAGES	MIGRANTS	PARTENAIRES	
					ANICT	AUTRES
<i>Réaliser et équiper 6 périmètres maraîchers</i>	79 050 000	3 952 500		7 905 000		67 192 500
<i>Organiser et former les artisans</i>	2 500 000	500 000				2 000 000
<i>Organiser des formations en gestion pour les initiateurs de projets</i>	1 500 000	75 000				1 425 000
<i>Organiser un forum sur la gestion concertée des ressources du lac Magui et de la mare de Doro</i>	3 000 000	300 000				2 700 000
<i>Mettre en place un organe intercommunal d'information et de suivi de l'exploitation des 2 sites</i>	1 000 000	200 000				800 000
<i>Mettre en place un comité de réflexion sur les possibilités d'actions sur les 2 sites</i>	900 000	180 000				720 000
<i>Renforcer les compétences des syndicats d'initiatives touristiques</i>	900 300	45 015			135 045	720 240
<i>Initier des rencontres de réflexion sur le développement du tourisme</i>	500 000	250 000				250 000
<i>Former les élus municipaux et le personnel communal des 6 communes du CPCD,</i>	12 000 000	600 000			3 000 000	8 400 000
<i>Organiser des voyages d'échanges pour les acteurs communaux</i>	6 000 000	1 500 000		1 500 000		3 000 000
TOTAL EN F CFA	1 161 370 280	64 915 999	28 687 543	123 966 849	8046973 0	863 330 161
COUT (EN EURO)	1 770 498	98 964	43 734	188 986	122675	1 316 138
TAUX	100	5,6	2,5	10,7	6,9	74,3

Plan de financement du programme annuel 2012

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Augmentation de la production et la productivité agricole</i>	Former les producteurs en techniques culturales et en conservation des eaux et sols (CES),	950 000,00				475 000	475 000
	Organiser les producteurs en coopérative agricole et dotation en matériels agricoles et semences améliorées	5 000 000,00	250 000		1 000 000		3 750 000
	Appuyer les projets de femmes dans le cadre du maraîchage	10 000 000,00	500 000		1 000 000		8 500 000
<i>Contribution à l'amélioration de l'accès aux céréales et à la diversification des aliments</i>	Promouvoir l'accès aux céréales en toute saison à travers la création des banques de céréales.	15 000 000,00	750 000	750 000	1 500 000		12 000 000
	Renforcer la capacité des acteurs et promouvoir une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire	600 000,00	30 000			90 000	480 000
	Renforcer la synergie d'action entre migrants et population locale dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.	2 315 137,00	463 027		463 027		1 389 082
<i>Elaboration d'un cadre d'échange entre éleveurs et agriculteurs</i>	Diffuser la charte pastorale et la loi d'orientation agricole	300 000,00	60 000,00				240 000,00
	Informier et sensibiliser les acteurs sur les risques et conséquences des conflits.	300 000,00	60 000,00				240 000,00

Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Augmentation du taux de couverture sanitaire du cheptel</i>	Intensifier les campagnes de vaccination des animaux	100 000,00	5 000,00	10 000,00		85 000,00	
	Réaliser et équiper 6 infrastructures sanitaires du cheptel	3 000 000,00	300 000,00	150 000,00	300 000,00	750 000,00	1 500 000,00
	Informier et sensibiliser les éleveurs sur les risques de maladies chez les animaux ;	100 000,00	50 000,00			50 000,00	
	Former les hygiénistes vétérinaires communaux	300 000,00	150 000,00			150 000,00	
<i>Facilitation de l'accès aux soins de santé primaires</i>	Améliorer les soins de santé des infrastructures existantes (formation, équipement)	800 000,00	120 000		160 000		520 000
	Poursuivre la lutte contre les IST/VIH SIDA, le paludisme et les maladies hydriques	2 400 000,00				240 000	2 160 000
<i>Renforcement des capacités du personnel de santé et recrutement de nouvelles compétences</i>	Assurer la formation continue du personnel sanitaire	1 200 000,00				600 000	600 000
	Mener des actions de plaidoyer auprès du conseil de cercle pour un accompagnement du CSréf-Kayes	300 000,00	300 000				

Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Instauration, harmonisation et animation d'un cadre d'échange en matière de santé des populations</i>	Instaurer, harmoniser et animer un cadre d'échange en matière de santé	240 000,00	120 000			120 000	
	Organiser des journées intercommunales de santé	562 035,00	56 204				505 832
	Former des organisations de femmes sur les questions de la santé de la reproduction et de l'assainissement	1 000 000,00				100 000	900 000
<i>Promotion des initiatives en matière d'enseignement préscolaire</i>	Inciter l'intérêt de la promotion de l'enseignement préscolaire	200 000,00	200 000				
<i>Promotion de l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des jeunes de façon durable</i>	Construire et équiper 6 centres d'alpha et 4 CED	3 000 000,00	600 000	300 000			2 100 000
	Inciter les élus et les populations locales à l'intérêt de la promotion de l'alphabétisation et le CED	300 000,00	60 000				240 000
	Accentuer l'animation en faveur de l'alphabétisation des femmes	450 000,00	90 000				360 000

Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental</i>	Recruter des enseignants qualifiés	400 000,00	80 000		80 000		240 000
	Assurer la formation continue du personnel enseignant.	600 000,00	120 000			120 000	360 000
<i>Poursuite des efforts d'amélioration de l'enseignement fondamental en matière de recrutement</i>	Partager la problématique avec le conseil de cercle de Kayes	750 000,00	600 000		150 000		
	Plaidoyer pour un recrutement d'enseignants auprès du conseil de cercle	100 000,00	100 000				
	Plaidoyer pour une formation continue des enseignants du second cycle.	100 000,00	100 000				
<i>Amélioration de la couverture en eau potable</i>	Informer et sensibiliser les usagers pour une gestion durable des points d'eau	400 000,00			200 000		200 000
	Structurer et renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gouvernance eau	400 000,00	20 000		40 000		340 000
	Réhabiliter et créer des points d'eau potable	15 000 000,00			12 000 000		3 000 000

Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Promotion des conditions d'hygiène et assainissement des populations</i>	Informer et sensibiliser les populations sur les conditions d'hygiène et assainissement,	600 000,00	120 000		180 000		300 000
<i>Protection et restauration des ressources naturelles</i>	Expérimenter l'utilisation des foyers améliorés et des cuiseurs solaires	288 000,00			28 800		259 200
	Eduquer les populations sur la gestion de l'environnement	300 000,00	150 000				150 000
	Mettre en place et former les commissions de gestion des ressources naturelles.	3 000 000,00	150 000				2 850 000
<i>Structuration et renforcement des capacités des exploitants forestiers</i>	Organiser les exploitants des ressources forestières	200 000,00	200 000				
<i>Etablissement et promotion des relations de partenariat entre élus, structures de micro finance et migrants</i>	Organiser des rencontres entre collectivités et les institutions de micro finance présentes en zone CPCD	500 000,00					500 000
	Organiser des missions de sensibilisation des migrants sur les enjeux de la micro finance	1 990 000,00			995 000		995 000

Plan de financement du programme annuel 2012 (suite)

AXES STRATEGIQUES	ACTIONS/ACTIVITES	ANNEE 2012	SOURCES DE FINANCEMENT EN FCFA				
			COMMUNE	VILLAGE	MIGRANTS	PARTENAIRES	
						ANICT/ETAT	AUTRES
<i>Diversification des activités génératrices de revenus et renforcement de la capacité organisationnelle et de négociation des acteurs</i>	Réaliser et équiper 6 périmètres maraîchers	13 175 000,00	658 750		1 317 500		11 198 750
	Organiser et former les artisans	500 000,00	100 000				400 000
<i>Renforcement des initiatives existantes et élargissement des actions à l'échelle intercommunale</i>	Renforcer les compétences des syndicats d'initiatives touristiques	300 300,00	15 015			45 045	240 240
	Initier des rencontres de réflexion sur le développement du tourisme	200 000,00	100 000				100 000
<i>Renforcement des capacités des élus municipaux et du personnel communal</i>	Former les élus municipaux et le personnel communal des 6 communes du CPCD	2 400 000,00	120 000			600 000	1 680 000
TOTAL EN CFA		89 620 472	6 797 996	1 210 000	19 414 327	3 425 045	58 773 104
TOTAL EN EURO		136 626	10 363	1 845	29 597	5 221	89 599
TAUX		100	8	1	22	4	66

Annexes :